le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Palestine
Entre le marteau et l'enclume

M 02137 - 1483 - F: 2,00 €
2€
ISSN 0026-9433

« Le suffrage universel, considéré à lui seul et agissant dans une société fondée sur l'inégalité économique et sociale, ne sera jamais pour le peuple qu'un leurre »
Mikhaïl Bakounine (1870)

hebdo n° 1483
du 21 au 27 juin 2007

Sommaire

La flexi-sécurité, par Fabrice, *page 4*

Gaza... par Tsinapah, *page 5*

L'autruche se fait du mauvais sang, par F. Ladrisse, *page 5*

Brèves de combat, *page 6*

Suppression de la **carte scolaire,** par V. Benito, *page 7*

Élection belge, par Paul K., *page 8*

Une expérience **anti-G8,** par Cha, *page 11*

Le jugement dernier, par N. Potkine, *page 14*

Nicolas et Pimprenelle, par D. Guillet, *page 15*

Vers un **modèle de gouvernance unique,** par J. Langlois, *page 17*

Je ne mourrai pas **gibier,** par Françoise, *page 19*

La **CNT** existe pourtant, par S. Jacaré et A. Pierre, *page 20*

Radio libertaire, *page 22*

Agenda, *page 23*

Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 n^{os}	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 n^{os}	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 n^{os}	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

SALE TEMPS pour celles et ceux qui croient encore en la vertu du bulletin de vote. Le pouvoir en place manœuvre, attire les arrivistes et rafle la mise. Pour nous anarchistes, ceux qui n'ont jamais cru à un changement de société né des urnes, le constat est le même. Une grande majorité de la population française a donné les quasi pleins pouvoirs à une droite « ouverte » qui entend appliquer vite son programme.

Il semblerait quand même que les forbans veulent aller un peu vite en besogne. On sait que le nouveau locataire de l'Élysée ne boit que de l'eau (sauf au G8 ?) et ne prend que de courtes vacances, mais même en s'habillant à la Berlusconi, peut-on aller plus vite que la musique ?

Bien sûr, le président veut, avec la complicité des ralliés de gauche, offrir tout plein de cadeaux au patronat. Mais avec la « taxe qui fait tache » le gouvernement semble, dans sa précipitation, avoir fait son premier pet de travers.

Financer le social par la TVA, la couleuvre est dure à avaler, même pour les accros aux heures supplémentaires ! Les allègements fiscaux, profitant (bien sûr) à celles et ceux qui ont des revenus élevés, ont créé un manque à gagner qu'il faut donc combler.

Encore une fois ce sont les revenus les plus modestes qui apporteront leur tribut à cette mesure antisociale. L'opposition socialiste a beau jeu de crier au loup, tout en oubliant que des choses de la même eau avaient été envisagées quand ils étaient aux manettes.

En ces temps de prévacances, l'annonce de la fin de l'immunité de l'ex-chef d'État Chirac serait-elle la seule note joyeuse ?

On n'y penserait même plus quand on apprend que l'augmentation du Smic sera bridée à 2 % au premier juillet. Cela ne rue pas beaucoup dans les brancards du côté des boutiques syndicales ! Beaucoup d'intempéries sur les projets pour un autre monde. Il est vrai qu'elles et ils ont voté.

Pour soutenir les libertaires israéliens d'« Anarchistes contre le mur », vous pouvez envoyer vos dons à la librairie du Monde libertaire 145, rue Amelot, 75 011 Paris. Chèques à l'ordre de *Publico*. Avec la mention : *Soutien à Anarchistes contre le mur*

Palestine 1967-2007

quand cécité et troubles de la mémoire frappent la communauté internationale

EST-IL NÉCESSAIRE de faire un rappel historique ? Est-il encore besoin de rappeler la guerre, dite des « Six Jours », qui a permis à l'État d'Israël de quintupler la surface de son territoire ? Faut-il encore évoquer la résolution 242 ? Parlons plutôt des exactions, des humiliations que subit quotidiennement le peuple palestinien, et ce depuis quarante ans.

Quarante ans, c'est le temps qu'il aura fallu pour qu'on décide d'ériger un mur de 700 km séparant Israël des méchants intégristes palestiniens. Avec ce mur, et sous prétexte de sécurité, Israël a fait de la Palestine une prison à ciel ouvert. Doit-on dès lors s'étonner que le microcosme de l'univers carcéral exacerbe les tensions, entraînant des factions entre les opprimés ? Oui, il s'agit bien d'opprimés, et il s'agit d'oppresseurs, menant une colonisation. A l'usage de ceux qui penseraient que « colonisation » est un terme trop subjectif, qu'il vaut mieux parler de « conflit » israélo-palestinien, voici quelques éléments qui méritent d'être retenus.

Le premier est un chiffre. Selon l'observatoire de la colonisation (oui, il en existe un !), ce sont 468 000 colons israéliens, dont 200 000 autour de Jérusalem-Est, qui vivent au milieu de 2,5 millions de Palestiniens. Précision d'importance, les routes reliant entre elles les colonies israéliennes sont interdites de facto à ces mêmes Palestiniens.

Second élément, si j'ai envie de me rendre en Palestine, je dois obtenir un visa… israélien, atterrir dans un aéroport israélien. Certes, ce n'est pas comme si je devais passer par la Maison-Blanche (quoique)… mais tout de même !

D'une manière générale, chaque déplacement palestinien est contrôlé. Le contrôle, Israël connaît bien. Ainsi, quand un Palestinien, même agonisant, veut se rendre dans un hôpital israélien, il doit passer par un check point souvent tenu par de jeunes soldats prépubères, et, selon que son biactol aura était efficace la veille, faisant disparaître ou non son vilain bouton sur le front, le soldat de Tsahal dira si oui ou non le Palestinien peut passer. Vieillards, femmes, enfants, médecins palestiniens, tous doivent obtenir l'aval du petit chef… ou faire demi-tour.

Alors appelons un chat un chat (sans vouloir pour autant faire référence à l'Iran), le peuple palestinien est opprimé, délaissé, humilié par Israël bien entendu, mais aussi par toute la communauté internationale. Israël joue les prestidigitateurs, attire l'attention sur la victoire en janvier 2006 du dangereux Hamas.

C'est la victoire de l'axe du mal, le monde entier s'indigne… « La paix ? Mais les Palestiniens ne veulent pas la paix ! », clame Israël. Et, pendant que le petit lapin sort du joli chapeau, l'extension des colonies se poursuit, comme inéluctable.

L'impunité et l'arrogance avec lesquelles Israël bafoue les droits fondamentaux pourraient laisser penser que cet État a le bras long, voire de très bons amis qui le soutiennent. Mais on nous reprocherait sûrement d'être stériles ou hâtifs dans nos jugements. Alors, en guise de conclusion, rappelons juste un fait, exemplaire de la façon dont se comporte Israël.

Le 9 juin dernier, sept membres de la famille Ghalia – cinq enfants et leurs parents – ont été tués, et une trentaine d'autres civils ont été blessés par des obus israéliens tirés sur une plage bondée du nord de la bande de Gaza. De nombreuses familles palestiniennes étaient venues profiter du premier week-end des vacances scolaires.

L'armée israélienne a nié toute responsabilité dans ces homicides, et sans jamais fournir aucune explication.

Khadi et Fred

Du berceau au cercueil...

On ne peut pas reprocher aux tenants du capitalisme de manquer d'imagination dès qu'il s'agit d'accroître l'exploitation, la soumission et l'intégration des salariés dans le système.

Le concept de « flexicurité », particulièrement à la mode ces temps derniers et que Sarkozy et Fillon entendent mettre le plus rapidement possible en place, correspond totalement à cette étape supplémentaire dans la dilution et la dislocation des droits sociaux.

Il semble qu'ils puissent compter sur la complicité active de Thibault (CGT) et Chérèque (CFDT), qui parlent, eux, de sécurité sociale professionnelle ou de parcours professionnel sécurisé. Un enrobage différent pour une même réalité : la fin du contrat de travail et des droits collectifs (chômage, formation...) au profit de droits individuels « transférables » d'entreprise en entreprise, que chaque salarié accumulerait pour se faire un petit capital censé le protéger des aléas du marché...

L'idée n'est pas nouvelle, Edmond Maire, ancien secrétaire général de la CFDT, plaidait, dès 1984, pour une « conception dynamique de la flexibilité ». Mais à l'époque la supercherie avait été rapidement démasquée et dénoncée et l'idée avait fait un flop.

Comme toujours dans ces cas-là, le système revient à la charge et considère aujourd'hui que la situation est mûre pour faire avaler la couleuvre aux salariés, en France comme ailleurs.

Il suffit simplement de bien présenter les choses, de les marteler par le biais des médias comme une évidence et de s'assurer, bien entendu, du soutien explicite ou *a minima* de la passivité des organisations syndicales.

Concernant la présentation du concept, l'habileté est de mise, en effet : il s'agit de faire semblant de s'attaquer à la précarité de la vie professionnelle sans pour autant remettre en cause, en quoi que ce soit, la loi du marché et les intérêts des entreprises, un peu comme le concept de développement durable, en quelque sorte...

Comme l'explique à longueur de colloques l'Union européenne, « les travailleurs doivent pouvoir passer facilement et sans crainte d'un emploi à un autre » (Vladimir Spidla, commissaire européen chargé de l'emploi). Il faut que le salarié intègre l'idée d'une mobilité en toutes circonstances, d'une « employabilité » permanente, pour baisser les coûts du travail et accroître les performances, donc les profits des patrons et des actionnaires, avec en contrepartie l'attribution, sous une forme ou sous une autre, de moyens de subsister.

Raymond Soubie, président du Conseil d'orientation pour l'emploi, grand pourfendeur des acquis sociaux, freins inadmissibles à la croissance, explique très bien, dans un article des *Échos* de février 2007, que cela supposera de profondes réformes qui touchent l'orientation scolaire et universitaire (en clair l'adaptation totale aux besoins des entreprises), la territorialisation des droits (en finir avec les conventions collectives nationales) et une modification radicale du code du travail...

Dans une présentation du rapport « Sécurisation des parcours professionnels » au Conseil économique et social (où siègent patrons, syndicats et associations diverses) le 29 mai dernier, les choses ont été dites assez clairement : il y a nécessité de « réformes structurelles profondes » mettant en place « l'orientation et la formation tout au long de la vie, un dialogue social au niveau régional, la gestion intelligente des périodes de rupture, la garantie de droits transférables attribués non plus au contrat de travail mais à la personne et cumulables tout au long de la vie ». On trouve aussi dans ce rapport une incitation forte à passer de « la fonction publique au secteur privé » (avec les privatisations en cours on comprend bien pourquoi) et « du salariat au travail indépen-dant », le summum de l'autoexploitation.

Au final donc, la flexicurité ou ses variantes syndicales ne visent ni plus ni moins qu'à intégrer l'idée qu'on ne peut plus rien faire, ni contre les licenciements, ni contre les délocalisations « inéluctables dans le cadre de la mondialisation », mais de mélanger de la naissance à la mort les périodes de formation (initiale ou continue), de chômage, de travail, voire de retraite !

Chaque salarié verrait ainsi sa situation et ses « droits » différents de ceux de ses collègues, rendant ainsi toute revendication collective impossible.

En Ille-et-Vilaine, l'indécence de ces orientations est apparue de manière particulièrement crue ces derniers mois : alors que les plans de licenciement tombaient (Barre Thomas, Alcatel) ou s'annonçaient (Citroën) et que les salariés attendaient une manifestation départementale qui aurait pu les rassembler tous dans leur refus de ces plans, l'intersyndicale des Unions départementales (CFDT, CGT, Unsa, CFTC) a refusé tout net. Elle a opposé une pétition en direction des politiques pour demander la « transférabilité des droits » et des entreprises plus « morales » ! La secrétaire de l'UD CGT a même dénoncé ceux (elle visait en l'occurrence FO et SUD) qui proposent aux salariés comme perspective de « brailler dans les rues ». Pauvre CGT, Griffuelhes, Pouget et les autres ont de quoi se retourner dix fois dans leur tombe.

Toutes ces orientations trouvent leur concrétisation, bien évidemment, dans les projets actuels sur l'autonomie des universités, l'ouverture de l'école au monde de l'entreprise et la destruction du statut des enseignants (rapport Darcos de mars 2007), la création d'un « guichet unique » (fusion ANPE/Assedic) et la mise en place d'un contrat unique...

Bien évidemment, aussi, la Confédération européenne des syndicats (CES), courroie de transmission de l'Union européenne, approuve et accompagne la démarche. Son secrétaire général, John Monks, s'appuyant sur les « modèles » nordiques et danois, notamment, fait en permanence la promotion de la flexicurité qui va « faciliter la croissance et le changement des mentalités » (*sic*). Il ne reste plus qu'à rendre ce « syndicalisme »-là obligatoire (proposition de Ségolène Royal) pour boucler la boucle.

Une fois de plus, tout semble calé, à ceci près que tous les salariés ou futurs salariés (voir la bataille sur le CPE) ne sont pas forcément prêts à se laisser faire... Il nous revient de leur donner au mieux de nos forces les moyens de résister, y compris sur le terrain des idées.

Dans les confédérations, la bataille doit se mener aussi pour empêcher les directions d'accompagner ou de laisser faire. C'est ce que feront, sur ce sujet comme sur les autres, les militants de la Fédération anarchiste syndiqués à Force ouvrière lors du prochain congrès confédéral du 25 au 29 juin à Lille. Le mouvement social aurait tout à perdre à ce que FO rejoigne les directions de la CFDT et de la CGT.

Fabrice

Groupe la Sociale de la Fédération anarchiste

Pas de plage pour Miss Gaza

On passerait pour prétentieux à soutenir que l'accomplissement actuel du destin palestinien ne nous fait aucune surprise. Et pourtant, pas besoin de faire Sciences Po pour affirmer que c'était écrit! Quand Israël s'est résigné à des accords de Paix avec l'OLP, c'était bien pour s'économiser la charge du contrôle de la population palestinienne. Mais sans rendre des terres et laisser de réels moyens économiques aux Palestiniens désormais administrés par des cadres de l'OLP, cette élite bourgeoise qui a fini de se corrompre à la vitesse de la lumière, il était complètement illusoire et irresponsable de présenter le processus de paix comme viable à long terme.

Sans faire de catalogue des actes politiques médiocres de part et d'autre, la surenchère d'Abou Amar sur le terrain du religieux à propos des « lieux saints » était bel et bien un exemple de bêtise criminelle. En face, le calcul à courte vue d'Israël qui consistait à soutenir et aider le Hamas pour enrayer le processus de décolonisation avec un alibi sécuritaire ne vaut guère mieux. Les barbus ont investi d'autant mieux le terrain social, sanitaire et éducatif sacrifié par le Fatah. La situation économique dramatique des habitants de Gaza explique d'autant mieux le succès politique du Hamas. La victoire militaire récente du Hamas n'étant qu'un achèvement du processus de conquête, une boucherie de plus car les guerriers ne sauront jamais s'étriper sans que les civils trinquent.

Décidément, on peut affirmer une fois de plus que les dirigeants, quels qu'ils soient, demeurent de sales types ne voyant pas au-delà de leurs seuls intérêts personnels. À Gaza, le Moyen-Âge musulman progresse et les Palestiniens en font les frais une fois de plus. Gageons qu'en plus, ils seront dorénavant interdits de plage.

Tsinapah

Quand l'autruche éternue...

Inquiétudes

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je? « Qu'est-ce que vous préférez, burp, que j'réponde aux questions?...Bin, heu... Y'a des questions? » La vidéo de sarko défoncé au G8 ayant fait le tour du net, nul besoin d'enfoncer le clou. Précisons simplement que de le voir roter tout en se touchant la braguette nous importe finalement peu, au regard de ce qu'il déclare concernant Poutine, par exemple, **« homme ouvert au dialogue, très calme »**. Comme il est souvent dit dans les commissariats, l'alcool n'excuse pas tout.

Au-delà de cette péripétie eltsino-sarkozyenne, la semaine précédant le second tour de la mascarade législative fut essentiellement marquée par les bisbilles entre socialistes. La panique des éléphants gagnant l'ensemble du troupeau, le spectacle en devint jouissif: **« je suis décidé à aller chercher chaque voix avec les dents »**, osa Montebourg, éléphanteau élevé sous la mère. Et d'inviter alors Royal à se rendre en son château, à visiter ses terres.

Dans le registre des nettoyeurs, on déterra aussi Rocard, muet depuis des siècles et ne l'ouvrant que pour flinguer: **« La première chose à faire pour une refondation du PS, c'est de penser. »** Et de s'excuser dans la foulée de pouvoir paraître « méchant ». Mais non Michel, mais non... Rocard ou la preuve vivante qu'on peut être lourdingue même quand on est mort.

Un qui bouge encore, et pour cause, c'est le petit Thomas. Hollande. Connaissez-vous Thomas Hollande? Comme son nom ne l'indique pas, Thomas est le fils de Royal. Créateur de la « ségosphère », il tente un peu vainement de ramener ses potes bobos dans le giron du PS pur jus: **« On lui reproche d'être un parti de vieux, on ne va pas rester entre jeunes. »** Eh, Thomas, plutôt que de rejoindre le troupeau, pourquoi ne pas créer un truc rigolo, un machin tout neuf et bien vide, dans le style du Modem? Si le orange est pris, il reste plein de jolies couleurs, vert kaki, jaune pisseux...

Plutôt que de lui laisser dire à peu près n'importe quoi, le couple Royal-Hollande ferait mieux de confier leur progéniture à Rachida Dati. Elle qui naguère fut amenée à s'occuper de ses frères et sœurs a une méthode toute simple: **« Je vérifie les cours et les emplois du temps. Si je les laisse agir à leur guise, rien ne se passe comme je le souhaite. »** Méthode applicable désormais à tous les jeunes de ce pays.

Si Dati, dans son genre, est une excellente gagwoman, disputant sa couronne à la reine Bachelot, chez les hommes on peut également en dénicher de sévères, tel l'impayable Arno Klarsfeld: **« Si je sui élu, je prends l'engagement de rester fidèle à mes électeurs toute ma vie. »** Pour le meilleur et pour le rire?

A Claude Guéant, cependant, revient le prix du meilleur clown blanc. Secrétaire général de l'Élysée, le fallot reçut un jour un coup de fil de Cukierman, alors président du Crif, s'inquiétant de la possible nomination, au quai d'Orsay, de Védrine, réputé pro-Arabe. **« Ne vous inquiétez pas,** lui répondit Guéant. **L'ami d'Israël est à l'Elysée. »** Ne nous inquiétons pas?

Fredo Ladrisse

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Brèves de combat

Retour du G8

Selon nos sources militantes, la grande majorité des ressortissants étrangers arrêtés à Rostock auraient été libérés, mais il doit encore rester un certain nombre de militants en taule, vu les lourdes peines qui sont tombées durant les comparutions immédiates.

Sus au syndicalisme

5 salariés de l'usine Renault du Mans, licenciés après une grève, demandent leur réintégration. Accusés d'agression physique et verbale par leur direction, à la suite d'un mouvement contre un accord de flexibilité du travail. Ils repassent devant les prud'hommes le 15 juin.

Crise sélective

Les augmentations se font rares de nos jours, sauf pour les policiers du service de protection des hautes personnalités que Sarkozy a installés à l'Elysée, qui ont vu leurs primes doubler, ainsi que leur nombre pour servir son auguste personne.

S comme salaud

Lors d'un déplacement au Mali, Kouchner a déclaré : « Même si je comprends les raisons de l'immigration clandestine, je ne les approuve pas, il faut que les retours soient acceptés car la France ne peut accepter toute la misère du monde. » On connaît la chanson. Elle devrait faire plaisir à son collègue de la ségrégation, Brice Hortefeux, qui vient de demander aux responsables des forces de l'ordre 125 000 mises en cause devant la justice afin d'arriver aux 25 000 expulsions avant décembre.

Retraite en or massif

La rumeur donnée dans un précédent ML et venue du *Canard* devient réalité : une loi proposée par JL Débré avant de quitter la présidence de l'Assemblée a été adoptée à l'unanimité par tous les groupes politiques, et cela entouré d'un silence complet. Désormais, un député non réélu touchera son indemnité mensuelle nette durant 60 mois, au lieu de 6 mois jusqu'à présent. On comprend mieux les motivations des nouveaux prétendants à la Chambre !

La vie pour les riches

Les cadeaux aux riches pleuvent : au 1er juillet, les entreprises ne paieront plus un centime de charges sociales sur le smic, qui concerne quand même 17 % des salariés. Il faut ajouter l'abattement sur les donations et successions, qui est triplé pour chaque enfant à 150 000 euros. L'ISF est supprimé à hauteur de 50 000 euros s'il est investi dans une petite entreprise familiale ou dans une fondation (celles cathos vont grouiller). Villepin avait déjà baissé la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu à 40 %. Commentaire lu dans *les Echos* : « Avec toutes ces mesures, la France devient presque un paradis fiscal. » Et un enfer pour les pauvres, qui vont voir la TVA s'envoler, la création d'une TVA sociale et l'arrivée des franchises médicales. Sources : *les Echos* et *Charlie*.

« Récidive »

La loi n'est pas encore passée mais déjà appliquée par le zèle de la procureur du tribunal de Paris devant lequel sont passés deux manifestants interpellés le 7 mai à la Bastille et dont le procès en comparution immédiate avait été suspendu en raison de l'absence des policiers qui portaient plainte. La procureur, toute convaincue du caractère inné de la délinquance version Sarkozy : « Dès son plus jeune âge, cet individu a laissé sa violence s'exprimer. Son tempérament est celui d'une personne encline à la colère. » Cela justifiant huit mois ferme et 1 250 euros de dommages et intérêts. Pierre, le jeune artiste français et blanc de surcroît, a été relaxé, comme par hasard ! Source *Charlie hebdo*.

Homophobie

C'est reparti : après le maire de Moscou, qui considère la Gaypride comme « satanique », c'est au tour d'Israël, où les juifs ultraorthodoxes et les groupes d'extrême droite entendent descendre dans les rues de la ville portuaire libérale, accompagnés d'animaux pour marquer le côté bestial de l'homosexualité. De plus en plus délicat !

Contestation russe

Nouvelle « marche des dissidents », autorisée par la municipalité, sous haute surveillance policière, à Saint-Pétersbourg aux cris de « La Russie sans Poutine » et « Pas d'État policier » qui a réuni quelque 1 500 personnes. C'est beau la démocratie !

Belgique Nord entre peste et choléra

En Belgique flamande (60 % de la population), 30 % pour les chrétiens démocrates flamands, 20 % pour le Vlaams Belang parti d'extrême droite séparatiste et raciste et 18 % pour les libéraux. Pourquoi ne rejoindrait-elle pas la France aux bottes bleues ?

Ah ! Que maudite soit la guerre

37 % d'augmentation des dépenses militaires mondiales, soit 1 200 milliards de dollars en 2006 (dont 46 % pour les États-Unis, suivis par la Grande-Bretagne, la France, la Chine et le Japon). Pour sa part, le G8 n'accordera que 60 milliards de dollars pour l'aide à l'Afrique contre la malaria, la tuberculose et le sida. Quel rapport ?

De Charybdes en Scylla

Les dernières du ministère de la ségrégation au sujet de la nouvelle loi sur l'immigration : les revenus nécessaires pour faire venir sa famille devraient être augmentés et indexés par rapport à sa taille. En plus d'une évaluation de la connaissance de la langue et des valeurs républicaines, le projet de loi entend également créer un contrat d'accueil et d'intégration pour la famille qui obligera les parents à veiller à « la bonne intégration de leurs enfants nouvellement arrivés en France ». En cas de non-respect manifeste du contrat, le préfet saisira le juge des enfants qui pourra décider de faire verser les allocations familiales « à un tiers ». Enfin, les étrangers demandeurs d'un titre de séjour « vie privée et familiale », souvent des sans-papiers en cours de régularisation, devront eux aussi faire preuve d'une certaine maîtrise du français ». Attention à ceux qui oublient des paroles de *la Marseillaise* !

Deux vitesses

Le conseil général de Vendée a refusé l'adoption à trois femmes célibataires hétérosexuelles, motivant son choix par « l'absence de figure paternelle ». L'une des 3 trois femme a ironisé : « C'est normal de ne pas avoir d'image paternelle à la maison. » L'association Enfance et Familles d'adoption de Vendée regrette « l'amalgame du conseil général, pour qui le couple est la cellule familiale modèle, d'autant que les célibataires, par rapport aux couples, ne sont pas surreprésentés dans les cas d'échecs ». Cela sous-entend que les hommes et les femmes qui élèvent seuls leurs enfants mettent en danger l'équilibre de leurs enfants ? Grand retour du Maréchal et du patriarcat ou « effet Boutin » dans un ministère ?

Boutin embauche un anti-IVG

Son directeur de cabinet au ministère du Logement et de la Ville s'est engagé tout jeune à la Cité catholique, association fondée par Jean Ousset, l'ancien secrétaire de Maurras), et a créé, en 1971, le mouvement Provie « Laissez-les vivre ». Activiste anti-IVG aux côtés de Jérôme Lejeune, il n'a cessé de truffer les documents publics de sa verve profamille classique, fustigeant pêle-mêle homosexualité, pornographie, euthanasie, en passant par « l'instrumentalisation de l'embryon », le mariage et l'adoption par les couples homos et non mariés. Rien que ça. Il devrait s'occuper du dossier des SDF à grands coups de Bible et de la sainte Croix ?

Inégalité des chances

La suppression de la carte scolaire confirme le mouvement vers l'école du mérite

Virginie Benito

Virginie Benito milite au groupe de Rouen de la Fédération anarchiste.

Les dernières mesures annoncées par Darcos, nouveau ministre de l'Éducation, loin d'œuvrer pour une école plus juste, comme il voudrait le faire croire, s'emploient à détruire un peu plus l'école publique et à favoriser une politique de consumérisme, dont le maître mot est le mérite.

Les mesures annoncées

– Poursuite de l'application de la loi Fillon, avec développement des études dirigées, encadrées pas des enseignant.e.s volontaires payés en heures supplémentaires, donc pas de nouvelles embauches, sûrement une mesure pour réduire le chômage.

Selon Pierre-André Périssol, spécialiste des questions d'éducation à l'UMP, le ministre devra réunir toutes les conditions pour passer à une logique de résultats. Les professeurs pouvant se voir attribuer une prime selon les résultats de leurs élèves.

– La suppression du décret Robien sur les attributions des enseignant.e.s et la bivalence, si elle est une bonne nouvelle, ne constitue pas une véritable victoire car, là encore, le recours aux heures supplémentaires va être massif pour compenser le non-remplacement de 5 000 enseignant.e.s partant en retraite.

– Création du statut d'autonomie des universités (liberté de recrutement des professeurs et des étudiant.e.s, liberté des programmes et des financements).

– Assouplissement de la carte scolaire qui vise à donner une plus grande autonomie aux établissements, « en les autorisant à recruter 20 % de leurs effectifs hors secteur ». Il est prévu d'arriver à sa suppression pure en simple en 2010.

La carte scolaire supprimée

Cette dernière mesure est suffisamment grave pour que l'on s'y arrête un peu.

La carte scolaire a été créée dans les années 1960 pour répondre à l'accroissement du nombre d'élèves lié aux politiques d'allongement des scolarités. Elle devait permettre de promouvoir la mixité sociale et l'intégration, en dirigeant les élèves vers l'établissement relevant de leur secteur d'habitation. D'emblée, on remarque que l'inégalité d'accès au logement pouvait constituer un frein à cette mixité. Cependant, les différentes études effectuées, notamment par Jean-Christophe François, Docteur en géographie et maître de conférence à l'Université Paris VII, montrent que la sectorisation recoupe rarement un seul type de quartier et qu'elle permet la cohabitation de divers groupes sociaux au sein des établissements.

Cependant, un certain nombre de parents cherchent à contourner la sectorisation et ceux qui en connaissent les ficelles parviennent à y échapper. En fait ils seraient près de 30 % en Région parisienne, 20 % d'entre eux optant pour le privé. Il resterait donc 10 % de dérogations, dont 8 % à Paris (« La sectorisation, l'affectation et l'évitement scolaire dans les classes de sixième à Paris en 2003 » *Éducation et formations* n° 71, juin 2005). Certaines raisons peuvent sembler légitimes, la peur du chômage, les problèmes de violence (souvent exacerbés) exerçant parfois une pression sur les familles. Mais le plus souvent, c'est la volonté d'obtenir les établissements dits « les meilleurs », façon habile de dévoyer un système prévu pour l'ensemble à des fins de profit individuel.

Amusons-nous un peu : Darcos a déclaré que dans le cadre de la suppression de la carte scolaire, il allait maintenir les dotations des établissements qui perdraient des élèves. « C'est encore trop d'égalité ! », a déploré l'association SOS Éducation. Ce concentré de réactionnaires néofascistes s'est insurgé contre une prime à la nullité dans les écoles. « Les équipes compétentes et fortement engagées qui verront affluer des élèves supplémentaires devront les accueillir à moyens constants. Une fois de plus, la qualité de leur travail et leur mérite ne seront ni reconnus, ni récompensés par l'Éducation nationale. » On croit rêver !

Les raisons invoquées pour la suppression de la carte scolaire sont qu'elle ferait subir une trop forte pression aux familles défavorisées et maintiendrait les élèves des quartiers dits « difficiles » dans une ghettoïsation. Or, ce sont les familles les plus diplômées qui

Élections belges : Carrés noirs et ronds blancs pour le PS

Les scandales à rebondissements qui ont frappé le Parti socialiste à Charleroi et à Namur ainsi que leur gestion catastrophique laissaient prévoir la dégringolade qu'il a enregistrée ce 10 juin. D'aucuns prédisaient cependant une perte plus importante que celle de 5 sièges, qui ramène le PS à 20 strapontins à la Chambre.

Paul K.

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 10 juin confirment la tendance qui se dessine en Europe. Avec l'Écosse, l'Irlande, la France, l'Espagne, et aujourd'hui la Belgique, c'est la droite, souvent pure et dure, qui a le vent en poupe. Ce mouvement sanctionne partout le social-libéralisme des PS. Et rappelle que la social-démocratie est utile à la bourgeoisie lorsqu'il s'agit d'appliquer l'austérité et les politiques néolibérales en période de crise et de luttes sociales. Mais dès qu'une certaine croissance est au rendez-vous et que les luttes sociales sont au plus bas, nos gestionnaires « socialistes » sont remerciés et renvoyés dans les cordes.

Il est également clair que cette tendance reflète une volonté populaire de changement et de « rupture ». Mais cette volonté s'exprime de manière déformée, elle est captée et, bien entendu, détournée par une droite démagogue et populiste. En fait de rupture, c'est un approfondissement des politiques antisociales et sécuritaires qui est à l'ordre du jour. La bourgeoisie européenne s'en frotte les mains ; ces victoires électorales lui permettent de mettre les bouchées doubles pour ressusciter feu le traité constitutionnel européen afin d'accélérer les contre-réformes néolibérales et positionner l'Europe dans la concurrence acharnée du marché mondial.

Tassement important du Parti socialiste

Les scandales à rebondissements qui ont frappé le Parti socialiste à Charleroi et à Namur ainsi que leur gestion catastrophique laissaient prévoir la dégringolade qu'il a enregistrée ce 10 juin. Pour la première fois depuis le suffrage universel, le PS passe derrière les libéraux à la Chambre…

suite de la page 7

contournent la sectorisation en développant des stratégies d'évitement (mensonge sur le lieu d'habitation, recours à des options rares…) « Les parents de Clichy veulent inscrire leur enfant à Levallois. Ceux de Levallois veulent aller à Neuilly. Et donc, ceux de Neuilly vont dans le privé ou dans les grands lycées parisiens » dixit Isabelle Balkany, vice-présidente du conseil général des Hauts-de-Seine, chargée des affaires scolaires.

Il y a donc une forme d'effet papillon qui, en déplaçant les élèves d'un quartier vers l'autre, vide les établissements des quartiers populaires des élèves de classe moyenne, renforçant ainsi la fracture sociale et scolaire. Qui, au bout du compte, aura la possibilité de se déplacer à l'autre bout de la ville, si ce n'est ceux qui ont déjà accès aux logements des centres ville, aux transports, à l'information ? Si ce n'est les élèves favorisés qui trouveront encore plus facilement les moyens de se regrouper dans les écoles du centre.

La plupart des enquêtes effectuées en Grande Bretagne, où l'on a supprimé la carte scolaire, montrent qu'à l'intérieur des grandes agglomérations, le libre choix de l'école renforce les inégalités entre les établissements et la ségrégation. Le ministère met sur son site chaque année les résultats aux évaluations nationales de tous les collèges. De plus, chaque élève passe un test d'intelligence, qu'il peut préparer en ayant recours à des répétiteurs rémunérés. Les parents, eux, doivent faire des choix en évitant des établissements trop sélectifs qui laisseraient leurs bambins sur le carreau. Ensuite, l'administration trie, classifie et, de l'objectif supposé du libre choix de l'établissement par les parents, on passe en fait au choix des élèves par l'établissement lui-même. Darcos a beau dire qu'il veut imposer aux collèges et lycées une politique de mixité sociale, on se demande comment cela sera possible sans passer par des quotas, ou sans réserver son attention aux élèves les plus « méritants » des quartiers populaires, abandonnant tous les autres à leur sort.

Cette mesure, couplée avec le maintien d'une école privée confessionnelle, largement financée par l'argent public, favorisera un accroissement de l'inégalité des chances, limitant la liberté de choix à une minorité déjà privilégiée.

La relégation de toute une partie de la population loin des centres ville ainsi que l'implantation des établissements où elle est dirigée a une part non négligeable dans ces inégalités. Mais que faut-il au bout du compte ? Se battre pour plus de mixité sociale ou combattre la misère et les inégalités ?

La suppression de la carte scolaire démontre la volonté d'en finir avec l'objectif de l'accès de tou.te.s à des études longues et la fin de la défense de l'école en tant que creuset d'intégration, au profit d'un consumérisme individuel. Notons que cette mesure faisait également partie du programme de Ségolène Royal, les socialistes s'apprêtant eux aussi à brader des principes d'égalité déjà mal appliqués à la faveur d'une démagogie électorale.

L'école comme creuset de l'intégration sociale a fait long feu, cependant elle restait encore l'un des derniers lieux permettant la socialisation commune d'enfants d'origines sociales et culturelles diverses. Ce dernier rempart détruit, il n'en restera plus rien, qu'un système faisant l'apologie du mérite et du salut individuel.

V.B.

D'aucuns prédisaient cependant une perte plus importante que celle de 5 sièges, qui ramène le PS à 20 strapontins sur les 140 que compte la Chambre. Au siège du boulevard de l'Empereur, au sein même des instances dirigeantes, on n'en espérait pas autant... Y serait-on enfin en train de mesurer le fossé qui sépare un socialiste de gouvernement d'un quidam ?

Certains socialistes se réjouissent de la cure imposée au « grand » parti des travailleurs. Le nettoyage des écuries d'Augias est en effet désormais inévitable. Il a d'ailleurs commencé dès le lendemain du scrutin : le bureau du Parti a demandé aux bourgmestres et échevins PS de Charleroi de présenter leur démission afin de tourner définitivement la page. Le bureau a également décidé de placer sous sa tutelle l'union socialiste communale, les sections locales du parti ainsi que la fédération du PS de Charleroi... Prise avant les élections communales d'octobre, cette décision aurait sans doute éviter de faire la part belle au poujadisme libéral.

Autre travail herculéen qui attend les camarades à la rose : mettre la barre plus à gauche. La fuite des voix socialos vers les écolos (qui doublent leur score de 2003 avec 8 sièges) ainsi que, dans certaines régions, vers des formations radicales comme le PC, les maoïstes du PTB ou les troskystes du CAP fraîchement né, a effectivement indiqué au PS qu'il doit revoir sa gestion et réfléchir à ses propositions politiques.

En Belgique, la social-démocratie est au pouvoir depuis près de vingt ans. Vingt ans au cours desquels les inégalités, le chômage et la misère n'ont cessé de croître, d'une part, et les richesses et les profits de s'accumuler aux mains de quelques-uns, d'autre part. La social-démocratie paie à la fois sa longue cogestion du néolibéralisme, de l'austérité et la corruption scandaleuse qui règne en son sein. Les deux sont d'ailleurs étroitement liées : lorsqu'on accepte les règles du capitalisme, on est alors entraîné à le jouer à fond, y compris dans ses dimensions criminelles et de gestion douteuse des biens publics. Et c'est la « gauche » qui paie électoralement le prix fort de la corruption, pas la droite, qui pratique pourtant les mêmes méthodes.

On se félicite, avec les camarades sincères du PS, que leur parti soit obligé à l'avenir de pencher plus à gauche : ce sera tout bénéfice pour le mouvement social. Encore faudra-t-il voir le temps que durera le changement de cap et se souvenir que les socialistes de gouvernement gèrent le capitalisme... Quant à la résolution des scandales, les idées socialistes – qui dépassent largement le giron du seul PS – en sortiront peut-être un peu plus propres.

Les soupçons de mauvaise gestion des villes aux dépens de leurs habitants, soupçons qui font le lit de l'extrême droite, doivent cesser. Si on le désire, l'échelon communal, celui de la « politique de proximité », peut devenir le premier d'une nouvelle méthode de gestion.

– Démocratie directe : Mettre fin à la bureaucratisation, au favoritisme et aux malversations passe sans doute par la transparence du travail des mandatés, par un contrôle direct de celui-ci par la population. Et par la révocation des délégués avant le terme de leur mandat, si cela se révèle nécessaire.

La définition précise des tâches des mandatés par l'assemblée des habitants et donc la réflexion de ces derniers sur les enjeux de société sont deux des corollaires de ce projet.

La politique retrouverait ainsi sa légitimité à travers la participation active et directe de tous.

– Autogestion : Parallèlement, poser un point final aux « faux marchés publics », ouverts aux sociétés privées, et mettre un terme aux retours d'ascenseur passera probablement par la mise en place de services publics capables de répondre aux besoins des villes et gérés directement par les travailleurs et les usagers. Qu'il s'agisse de logements ou de traitement des déchets, deux domaines qui ont particulièrement posé problèmes à Charleroi.

L'intervention de juges pour remédier aux carences du pouvoir politique et les inculpations régulières viennent souligner l'actualité de ces pistes.

Libéraux du MR : « Le meilleur est à venir » ?

Le Mouvement réformateur décroche donc la première place en Région wallonne. Si, à la Chambre, le MR perd 1 siège, il en aligne encore 23. Soit 3 de plus que le PS. Ce qui suffit pour placer les cartes du gouvernement dans ses mains.

Le succès du parti de Didier Reynders, le grand ami de Nicolas Sarkozy, s'explique également par l'alignement de la stratégie MR sur celle menée en France par l'UMP. Objectif déclaré : battre le PS, « déplacer le centre de gravité en Wallonie », se présenter comme la « rupture ». Ne surtout pas craindre la phrase assassine ni la grosse ficelle... Cette stratégie s'est révélée aussi payante en Belgique qu'outre-Quiévrain.

Et les scandales du PS de Charleroi ont servi les projets libéraux. Jusqu'au jour où ce fut l'échevin socialiste carolorégien de trop : l'inculpation de Jean-Paul Demacq, à un jet de bulletin des élections, a été l'occasion pour Didier Reynders d'abattre sa dernière carte : demander aux échevins MR de quitter le collège communal. L'un des deux démissionnaires n'est autre qu'Olivier Chastel, tant « admiré » pour avoir levé l'affaire des logements de la Carolo et la « mauvaise gestion » socialiste qui allait avec. Ce départ tonitruant a permis au MR de se positionner définitivement comme le chevalier blanc, seul capable de tenir tête au PS. Le succès des libéraux s'est construit sur le cadavre encore tiède du PS. Pas très glorieux...

Si l'on élargit le spectre, on constate que le MR a également profité de la vague de fond qui emporte l'Europe toujours plus vers la droite. Les discours autoritaires et sécuritaires, tenus y compris à gauche et relayés par les médias, n'y sont pas pour rien.

Quel que soit le discours libéral, il n'y aura pas de « rupture » ; le prochain gouvernement sera un exécutif bourgeois qui mènera tambour battant l'offensive contre nos conquêtes sociales, avec la sécurité sociale en ligne de mire, la volonté de scinder les politiques d'emploi entre Flamands et francophones, la poursuite des privatisations et la réforme de l'État dans un sens antidémocratique.

La riposte dans la rue doit donc s'organiser dès aujourd'hui. Les directions syndicales auront une lourde responsabilité dans cette nécessaire résistance car elles ont tout fait pour

étouffer les luttes sociales récentes afin de ne pas gêner les « amis politiques » au pouvoir. Cette stratégie est, faut-il le souligner, un fiasco intégral. C'est au contraire dans les luttes, par la mobilisation des travailleurs, que l'on fera reculer la droite et l'extrême droite.

L'encombrant allié du CD & V

Flash back : en juin 2006, l'agence de presse antifasciste Résistance s'inquiétait. Et devançait la situation que nous rencontrons aujourd'hui avec, d'une part, l'affaissement du VLD et du SP.A et, d'autre part, le triomphe écrasant du CD & V/N-VA : « L'équilibre politique est toujours précaire. Les partis flamands de la majorité (le VLD libéral et le SP. A social-démocrate) sont obligés de composer avec leurs homologues francophones. Ces derniers sont sans cesse caricaturés chez les plus radicaux du mouvement flamand et considérés comme étant les verrous à faire sauter pour que la Flandre se sépare de la Belgique.

Les partis d'opposition (au niveau fédéral), le VB et le CD & V (sociaux-chrétiens, aujourd'hui associés aux ultranationalistes de la NVA) profitent de cette situation, qui évolue également sur fond de crise sociale, produisant jour après jour de nouvelles inégalités au sein de la population. La protestation à l'égard de ceux qui sont au pouvoir ne cesse d'augmenter. »

Dans le *Guide des résistances à l'extrême droite* (2005), Manuel Abramowicz présentait la NVA en compagnie peu flatteuse : « Aujourd'hui, la crise économique fait plus que jamais des ravages et crée de la misère. [...] Plutôt que de tenter de comprendre quelles sont les véritables raisons de cette situation sociale défavorable, il est plus facile de désigner des coupables idéaux. Les étrangers deviennent alors les boucs émissaires de prédilection, mais aussi les Wallons qui sont désignés comme responsables de la situation par le VB et d'autres nationalistes flamands, notamment ceux de la Nieuwe-vlaamse allientie (NVA). Étrangers ou Wallons, ce sont eux les responsables de la crise écnomique : il faut donc, pour les premiers, les renvoyer dans leur pays d'origine et scinder, à cause des seconds, le pays en deux. »

Comment se comportera le CD & V /N-VA de Yves Leterm, pressenti comme Premier ministre ? Avec un gain de huit sièges à la Chambre (soit un total de 30) et un gain de trois sièges au Sénat (soit un total de 9), le cartel chrétien-démocrate/nationaliste ne sera sans doute pas remis en question. Souhaitons pourtant que si : les associés du CD & V sont plutôt encombrants.

Hausse massive de l'extrême droite évitée en Wallonie

Toujours en Wallonie, la surprise positive du scrutin, c'est que les déçus du PS n'ont pas voté pour l'extrême droite comme on le craignait tant. L'éclatement de l'extrême droite francophone en une myriade de partis et la remise en cause de la direction du Front national nous ont prémuni cette fois d'une nouvelle hausse des nationalistes, quoique ces derniers n'ont (hélas) pas dit leur dernier mot. De fait, si le FN baisse de 0,01 %, son 1,97 % lui permet de maintenir son siège à la Chambre.

Pour un zoom chiffré : dans le canton de Charleroi, où la percée des fascistes était la plus redoutée, le FN ne progresse « que » de 0,5 %, pour atteindre 12,4 %. Il passe en dessous des 5 % dans la province de Liège, certes... mais il existe toujours. *Idem* à Namur.

« À voix autre » continue à vous informer

Le journal libertaire belge *À voix autre* continuera son travail de sensibilisation des travailleuses et travailleurs par la diffusion d'infos critiques sur l'actualité économique et sociale, *via* son trimestriel distribué gratuitement à 3000 exemplaires et via son site http:// www.avoixautre.be. L'activisme n'étant pas notre *credo*, nous appelons chacun et chacune à se tenir prêts à réagir et à s'organiser pour une résistance collective concrète face aux attaques du patronat et de l'appareil d'État à son service : les organisations syndicales en sont l'un des meilleurs outils. À nous de les investir et de faire en sorte que nos mandatés défendent nos positions.

Nous battre pour une autre organisation de la société, construire une alternative au capitalisme et un monde nouveau où la finance ne monopolisera plus le destin des populations et de la nature, où chacun et chacune décident par soi-même pour soi-même, vivre l'autogestion au quotidien, reste notre objectif.

Et nous continuerons évidemment à offrir à nos lecteurs toutes les informations nécessaires sur l'extrême droite et sur les multiples formes qu'elle peut revétir. Parce que le combat antifasciste n'a pas d'heure. Celle du scrutin est passée, mais on n'est pas encore couché !

Le FN est en recul en Brabant wallon mais conserve près de 4 %. A Bruxelles-Hal-Vilvorde, il tombe en dessous des 2 %.

De son côté, le FNB grimpe de 0,04 %, pour atteindre 0,14 %. Et Force nationale atteint, elle, 0,1 %.

Ces résultats globalement faibles pourraient rassurer, mais gare : les loups ne sont pas morts, ils dorment. Il ne faudra peut-être pas grand-chose pour les réveiller. Espérons qu'on ne cherchera pas à le vérifier avec de nouveaux scandales à répétition.

Le Vlaams Belang pas trop éreinté

Le Vlaams Belang perd un siège à la Chambre mais n'y en conserve pas moins 17. Et cinq au Sénat. Il demeure de fait le deuxième parti de Flandre derrière le CD & V...

Avec près de 20 %, les fascites du VB se maintiennent donc bien, et ce malgré des dissensions internes perceptibles par les électeurs et malgré la concurrence sévère que leur a opposée la Lijst Dedecker. Ils deviennent même la première force politique à Alost, avec un tiers des voix !

Dans le canton d'Anvers, le VB se stabilise à 28,4 %. Il perd 2 %, c'est vrai. Mais c'est une bagatelle quand on regarde le recul des partis démocrates.

Lors des élections communales du 8 octobre, les politiciens avaient crié victoire : le Belang n'avait pas remporté le scrutin à Anvers et le cordon sanitaire – accord entre partis démocratiques afin de ne pas gouverner avec le VB – avait tenu bon. *A voix autre* avait précisé que c'était enterrer un peu vite le lion nationaliste.

En effet, le parti fasciste avait reçu 5700 voix de plus qu'aux élections communales précédentes, alors que, quelques mois plus tôt, le 11 mai 2006, un skinhead proche du Vlaams Belang avait froidement abattu une nounou d'origine étrangère et une petite fille et avait blessé une dame d'origine turque à Anvers même.

Le VB engrangeait des voix alors que le corps électoral avait été élargi aux « étrangers non européens ». Sans parler de l'arrestation, le 7 septembre 2006, de 17 néo-nazis flamands (dont 10 militaires) soupçonnés par la justice de vouloir commettre des attentats. Rien de tout cela n'avait perturbé la course du VB.

Les résultats de ce 10 juin confirment malheureusement notre analyse : le Belang n'est pas près de s'essouffler tout de suite, même si sa place est briguée par le populiste Dedecker...

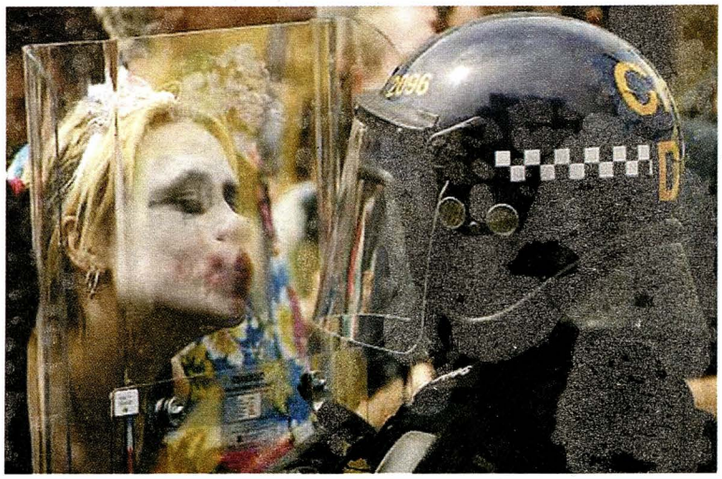
Si la Lijst Dedecker (singularisée par son style populiste et ses accents « sarkozystes » à la flamande, et qui accueille des transfuges venant directement du Vlaams Belang) n'avait pas concurrencé directement le VB, nous sommes en droit de nous interroger jusqu'où le Belang aurait pu progresser. Dedecker ne compte pas moins de cinq députés et un sénateur...

P. K.

Ils sont huit...

... nous sommes 6 milliards

Ce texte raconte mon expérience au contre-sommet du G8 à Heiligendamm, auquel je me suis rendue avec des camarades français et allemands. Impossible de donner une vision d'ensemble : on ne peut pas être partout à la fois. Je milite depuis peu de temps, ce qui m'empêche parfois de prendre du recul. Mais cela permet aussi de porter un regard neuf sur les événements, et peut-être d'être mieux comprise des non-militants... Les récits exhaustifs et les analyses sont nombreux sur Internet, ce n'est pas mon objectif ici[1].



Cha

Groupe de Strasbourg de la Fédération anarchiste

Avant même notre départ, des problèmes se sont présentés. Les camarades de Strasbourg et d'Offenburg (ville allemande proche de la frontière) ont dû se démener pour louer un minibus : malgré un accord de principe donné une semaine auparavant, la compagnie de location n'avait soudain plus de véhicule pour les gens qui allaient à Rostock... mais pour les autres destinations, oui ! Comme par hasard, au même moment, la police allemande lançait une vague de perquisitions pour soupçon de formation d'une coalition terroriste ; les flics iront ensuite jusqu'à téléphoner aux proches de certains militants, afin de les intimider. Malgré la pression policière, nous dénichons un minibus et partons pour Rostock le 1er juin, avec les copains de l'antifa Offenburg et quelques militants de divers groupes FA.

Nous arrivons sans subir de contrôles au camp de Reddelich, le plus proche de la zone interdite. Le camp est organisé en « barrios » (quartiers), chacun regroupé autour d'une cuisine autogérée. Nous nous installons dans le « Black barrio », dans lequel se trouve aussi une grande tente installée par l'Ifa (Internationale des fédérations anarchistes), où l'on peut trouver du matériel d'information et de propagande, et nouer des contacts. Pas loin de nos tentes, également, le « Family camp », où sont installés les gens qui ont amené des enfants. Ainsi, tout au long de la semaine, nous serons entourés par des individus vêtus de noir revenant d'action... mais aussi par des mômes surexcités en train de jouer au milieu des tentes.

La manif unitaire du 2 juin

Samedi 2 juin, c'est le jour de la grande manifestation unitaire à Rostock, qui rassemble 60 000 personnes. Alors que nous arrivons sur le port et que nous sommes juste derrière le Black block, des lacrymos sont lancées. La police charge, notre groupe se retrouve dispersé. Je n'arrive pas vraiment à suivre ce qui se passe, je vois des groupes de flics charger en plein milieu des manifestants, des gens qui courent dans tous les sens, des pavés qui volent... Le groupe se rassemble, puis nous quittons la manif, bien avant la fin des affrontements. Des chiffres contradictoires nous parviendront ensuite, sur le nombre d'arrestations, le nombre de blessés de part et d'autres. Peu après mon retour en France, j'ai appris que, parmi les dizaines de blessés graves annoncés dans les rangs de la police, seuls deux avaient finalement été hospitalisés. Moi qui croyais qu'un blessé grave était forcément hospitalisé, j'ai encore beaucoup à apprendre...

Dans les jours suivants, les « casseurs » seront unanimement vilipendés dans les médias officiels. Mais d'autres versions circulent. On dit que des « agents provocateurs » de la police auraient déclenché les violences, un flic en civil a été démasqué. L'endroit où l'émeute a éclaté, situé au bord de l'eau, était idéal pour la police afin de mieux contenir les manifestants. Alors, qui, des flics ou du Black block, a déclenché les hostilités ce jour-là ? Les véritables « violences » n'ont-elles pas débuté en fait trois semaines avant le G8, lors de la vague de perquisitions musclées menées par la police dans les milieux de la gauche radicale et des autonomes ?

Le 3 juin, nous restons au camp, ce qui nous permet de nous familiariser avec la « technique des cinq doigts » qui sera utilisée pour bloquer les accès à Heiligendamm, l'idée étant de se déployer sur une large ligne pour « submerger » les policiers sous le nombre. Cette journée est aussi l'occasion de participer un peu plus à la vie du camp : cuisine, garde de nuit, réunions de barrios et assemblées générales.

Journée d'action sur les migrations

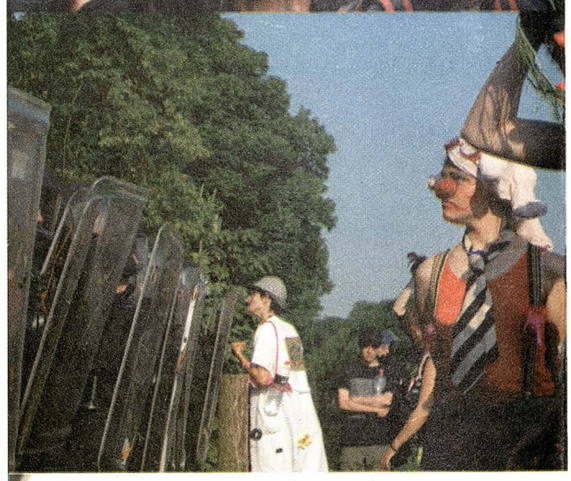
Le lendemain, nous participons à la journée d'action sur les migrations. Alors que nous descendons du train à Rostock avec un groupe venu de Reddelich, la police nous bloque sur le quai et veut nous faire remonter dans les wagons, paraît-il pour éviter que nous croisions un cortège de néo-nazis ! Mais l'arrivée d'autres manifestants les fait renoncer et nous rejoignons le point de départ de la manif, devant un centre de détention pour les immigrés. Les interventions se succèdent à la sono pour dénoncer l'exploitation et réclamer l'abolition des frontières. La manif sera bloquée à plusieurs reprises : la police affirme que des casseurs sont présents dans le cortège, qui plus est armés de haches. Malgré tout, nous repartons avec lenteur, entourés de flics. Les slogans sont en anglais (« No border, no nation, stop déportation »), mais aussi en allemand (« Bleiberecht überall, kein Mensch ist illegal[2] »). Le cortège reste pacifique, s'amusant à scander en allemand « Keine Äxte » (« Pas de haches »). Mais à l'approche du centre-ville, la police nous arrête définitivement, car selon elle nous sommes trop nombreux (plus de 5000). La manif doit se dissoudre, une partie rejoindra en ordre dispersé le port de Rostock, où est prévu un concert le soir. Les petits groupes de manifestants sont escortés par d'innombrables colonnes de flics, masqués et casqués pour la plupart.

Deux jours de blocages

Le 5 juin, à la veille du début du G8, je suis déléguée par mon groupe pour participer aux réunions destinées à préparer le blocage du lendemain. Il apparaît progressivement que ce sont uniquement des réunions d'information, où le débat n'a pas vraiment sa place, et les « modérateurs » de la coordination Block G8 apparaissent plutôt comme des décideurs. Certes l'action doit rassembler 5000 personnes, et il est difficile que chacun ait son mot à dire ! Pourtant, certaines de leurs prises de position déplaisent à de nombreux participants, notamment en ce qui concerne la solidarité avec les auteurs d'actions violentes. Pour la coordination Block G8, ceux qui veulent exercer des violences contre « les personnes ou les objets » n'ont qu'à aller bloquer ailleurs, et nous sommes mêmes invités à intervenir pour essayer d'empêcher toute violence. Ce point ne pourra pas être réellement soumis à la discussion, de même que l'heure de la réunion du lendemain matin, que beaucoup souhaitaient avancer de crainte d'un encerclement du camp par la police. L'initiative Block G8 n'est pas particulièrement anar, cela se voit, et en agace beaucoup, qui préféreront se rendre sur d'autres points de blocage. Le soir, c'est la même discussion dans notre groupe, qui finalement se sépare. Je fais partie de ceux qui décident de participer tout de même à l'action de Block G8 le lendemain, pour voir comment cela se passe.

Le 6 juin, premier jour de blocage, nous quittons le camp vers 9 heures Un barrage de flics nous oblige à couper à travers la forêt. A proximité du lieu du blocage (la route menant à la « porte Est »), les diverses colonnes (les cinq doigts) se regroupent dans une grande prairie afin de partir toutes en même temps. C'est alors que l'arrivée d'un drapeau noir marqué d'un A cerclé est accueillie par des acclamations : ce sont les camarades de la Fédération anarchiste polonaise. Enfin, les colonnes s'ébranlent, nous traversons les champs, finissant le chemin au pas de course. Les quelques cars de police sur la route reculent pour nous laisser la place ; une voiture transportant une délégation vers Heiligendamm se retrouve coincée et doit rebrousser chemin sous les huées. Nous venons de démarrer le sit-in lorsqu'on nous apprend que toutes les voies d'accès à Heiligendamm seraient bloquées, ainsi que l'aéroport. Certains commencent à couper les barbelés qui empêchent l'accès à la « zone orange ». Alors que « l'équipe de modération » de Block G8 tente de les en dissuader, des voix s'élèvent parmi les personnes assises pour les encourager ! Une fois la barrière détruite, quelques courageux s'aventureront dans la forêt, jusqu'à la grande clôture de la zone rouge.

La police nous laisse bloquer la route tranquillement, et pour cause : nous sommes très nombreux, et ils préfèrent libérer les autres points de blocage, plus fragiles, et notamment celui de la seconde porte menant à la zone rouge. L'équipe de Block G8 nous explique que celle-ci est bien plus difficile d'accès, impossible de s'étaler à travers les champs comme nous venons de le faire. Autrement dit, le blocage de la porte Ouest a bien plus de chances de mener à des affrontements directs



Photos: Daniel Maunoury

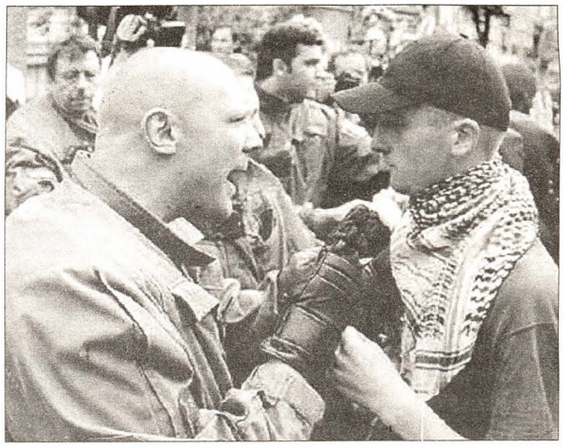
avec les flics. Nous sommes un millier à décider de quitter le blocage de Block G8 pour nous diriger vers Bollhagen. Alors que nous longeons la barrière de la zone rouge, hélicos et policiers à cheval nous escortent de loin. Enfin, nous atteignons la route, mais certains sont restés à la traîne : nous devons être entre 100 et 200 à faire un sit-in, que la police mettra un certain temps à évacuer, sans violence, secondée par les canons à eau. D'autres blocages tiendront toute la nuit.

Le lendemain matin, alors que la marche en étoile a été interdite, nous sommes un bon millier à repartir de Reddelich, direction la porte Ouest à nouveau, à travers la forêt pour éviter d'être vus par les hélicoptères. A notre arrivée, les flics en ligne occupent déjà la route et tentent de nous repousser. Cette fois, nous avons l'avantage du nombre. Nous avançons vers la route, quelque peu protégés par des bâches, dans lesquelles le jet du canon à eau fait des trous tant la pression est forte. Il y aura ce jour-là un blessé grave, atteint à la tête par le jet. Enfin, nous parvenons à former une ligne juste en face de celle des flics, d'autres personnes nous rejoignent, ils renoncent à nous faire reculer. Certes nous n'occupons pas la route… mais les canons à eau la bloquent à notre place ! Dans l'après-midi, une dizaine d'hélicoptères effectuent un ballet aérien juste au-dessus de nous, aux frais du contribuable allemand… cela ne semble pas avoir d'autre but que de nous impressionner. Ils finissent par se poser, apportant des troupes de renfort. Alors que nos délégués de groupes se réunissent pour discuter de la situation, une escouade de flics fait une violente incursion entre nos lignes pour arrêter trois personnes. La situation se tend, on nous ordonne à nouveau de reculer, et à présent ce sont eux les plus nombreux. Canons à eau, matraques, puis lacrymos entrent en action, les flics finissent par charger, le blocage est violemment évacué, il doit être environ 18 heures Nous aurons malgré tout bloqué la route presque toute la journée. Le lendemain, jour de la clôture du G8, nous rentrons en France.

Participer à un contre-sommet, c'est l'occasion de protester, mais aussi de faire des rencontres, de mettre en pratique des mode d'organisation antiautoritaires. Et puis, je ne connais rien de plus encourageant que de voir des milliers de personnes en marche à travers les champs de coquelicots pour essayer de bloquer les maîtres du monde… alors, rendez-vous au prochain G8 ! C.

1. Pour des infos précises et des liens : http://fastrasbg.lautre.net

2. « Autorisation de séjour partout, aucun être humain n'est illégal. »



Un policier Allemand, équipé de gants sablés, s'attaque à un manifestant contre le G8.

Santé : le G8 enterre l'aide aux pays pauvres

Nous avons demandé à Khalil Elouardighi, responsable du plaidoyer international à Actup Paris de retour d'Heiligendamm, à quoi correspondent les 60 milliards de dollars accordés par le G8 pour l'aide à l'Afrique contre la malaria, la tuberculose et le sida ?

CETTE SOMME REPRÉSENTE de quoi soigner 5 millions de personnes. Pour rappel, le dernier sommet du G8 de Gleneagles en Écosse promettait l'accès universel aux soins pour 2010, tandis que l'Organisation mondiale de la santé tablait sur 11 millions de malades. Il s'agit plus que d'un recul par rapport aux précédents objectifs : 5 millions d'Africains ont purement et simplement été oubliés en route ! Or, Bush affirmait il y a encore deux semaines que d'ici 2013, 2,5 millions d'Africains bénéficieraient d'un traitement. A cette date il y aura 16 millions de personnes affectées et alors, à peine 20 % d'entre elles seront prises en charge.

Pourquoi cette réticence des grandes puissances ?

La plupart des pays présents n'ont pas les moyens financiers d'assumer leurs engagements. Pour la France, Act-Up et d'autres ONG ont insisté auprès de Sarkozy pour qu'il s'engage à lancer des négociations durant le sommet pour tenir les objectifs d'accès aux soins universels. Et durant la conférence de presse qui a suivi, il a tout simplement éludé la question, mais quelles qu'en soient les raisons, il ne peut que faire le constat de son impuissance.

L'aide financière comme seule priorité ?

Non, l'information est également un point déterminant pour la lutte. Il faut que les pays en développement osent de parler de sexualité publiquement et qu'ils arrivent à imposer une vraie culture de résultat dans la gestion des affaires publiques, afin que les dirigeants sanitaires ne soient plus nommés par accointance ou népotisme, avec les risques de corruption que cela comporte. Mais, il ne faut pas pour autant baisser les bras : l'action continue.

Propos recueillis par Patrick Schindler
Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

Un ravissement peu ravissant

Vlad IV de Valachie, « l'Empaleur » dit Dracula

VOUS ÊTES le pilote d'un Boeing 747, en plein ciel bleu. Soudain, votre avion fait un bond d'une centaine de mètres. Puis vous entendez des cris dans la cabine. Inquiet, vous vous levez de votre siège pour aller voir ce qui se passe. Les deux tiers de vos passagers viennent de se volatiliser. Il ne reste d'eux que leurs vêtements, cravates, robes, polos, en petits tas sur les sièges.

C'est l'une des scènes les plus spectaculaires d'un énorme best-seller de l'Américain Tim LaHaye, appelé *The Left Behind Series*. Être « left behind », c'est être laissé pour compte, oublié. L'idée des douze volumes de cette série ? Sept ans avant le Jugement dernier, Jésus viendra ravir au Ciel les bons chrétiens, « en un clin d'œil » (I, Corinthiens, 15 : 51) et « au son de la trompette » (I, Thessaloniens, 4 : 16). Ce qui suivra sera « le temps des tribulations ». L'antéchrist viendra y faire un tour de piste, en compagnie de la Bête et de sa Marque. Laquelle marque serait, selon des lecteurs échauffés de Tim LaHaye, soit le numéro de Sécurité sociale, soit les puces électroniques que d'autres illuminés se font greffer sous la peau. À en croire Tim LaHaye, l'antéchrist sera un politicien roumain, donc draculesque, forcément draculesque. Et ce politicien roumain deviendra le secrétaire général de l'Onu.

Les douze volumes décrivent les aventures des bons, les gens qui découvrent que les protestants fondamentalistes américains avaient raison, souffrant aux mains des méchants : le reste de l'humanité, avec mention spéciale pour les intellectuels, les Européens de gauche, les homosexuels, les Arabes au couteau entre les dents, les médecins avorteurs, les pacifistes, les écologistes, quiconque travaille pour une organisation internationale liée à l'Onu, etc.

Tim LaHaye a vendu soixante millions d'exemplaires de ces dangereux fantasmes vouant non à la chambre à gaz mais à la damnation éternelle tous ceux qui font peur à l'« evangelical » moyen. Les Français peuvent s'étonner de l'importance donnée aux Nations unies, que de Gaulle avait consignées au rang de « machin ». Mais les électeurs de Bush, et Bush lui-même, sont convaincus que les Nations unies sont le siège de l'Anti-Amérique. Comme Pétain, Maurras et d'autres étaient convaincus que la franc-maçonnerie était le siège de l'Anti-France.

L'inquiétant succès de ces fiévreuses élucubrations n'est que la pointe de l'iceberg de la « Rapture theology », la théologie du Ravissement. Fanatiques et escrocs, les uns n'étant pas nécessairement différents des autres, se sont engouffrés dans ce boulevard. Aux États-Unis, les manuels de survie pour le temps des tribulations abondent. Tout comme ceux qui enseignent comment convaincre vos proches de l'imminence du Jugement dernier. Vous ne voudriez tout de même pas vous bronzer au soleil du Paradis pendant que Tante Daisy grille au feu de l'Enfer ?

Dans la masse des profiteurs se distingue un site Internet très couru : « The Rapture Index ». Ce site Internet porte en sous-titre, traduit littéralement : « le compteur de vitesse prophétique de l'activité de la Fin des Temps ». Cet index rassemble 45 critères. Il leur attribue une valeur numérique et en déduit, comme les index d'activité sismique ou volcanique, la probabilité de la venue du Ravissement et des Tribulations. Les 45 critères constituent une liste amusante. Elle va des faux prophètes au processus de paix au Moyen-Orient, en passant par des catégories confortablement vagues, « mœurs », « agitation mondiale », « apostasie », « œcuménisme ». Elle n'oublie ni le très précis – prix du pétrole, taux de l'inflation, taux d'intérêts, taux de chômage, nombre de nations possédant l'arme atomique – ni le carrément folklorique, « Gog », ce qui signifie la Russie, « la Perse » qui représente bien sûr l'Iran, les « Rois de l'Est », « la Marque de la Bête », etc.

Cette ratatouille peut faire sourire. On est tenté de la mettre au compte de la crédulité infinie, quoique un brin sanguinaire, des « evangelicals », les protestants fondamentalistes américains. Ce serait oublier que cette crédulité, exploitée avec cynisme et détermination, a des conséquences politiques graves pour l'ensemble de la planète. Bush a été réélu grâce à l'utilisation savante, par son manitou électoral, Karl Rove, de l'épouvantail du mariage homosexuel (voir critère « mœurs ») : si le Jugement dernier est pour dans un mois, il importe de montrer à Jésus, qui entrouvre la porte du four, qu'on est du bon côté.

Nestor Potkine

Nicolas et Pimprenelle de l'environnement

Le « Grenelle de l'environnement », largement médiatisé, a naturellement accouché d'une portée de souris mort-nées. L'agriculture ultra-productiviste inféodée aux trusts chimiques et alimentaires a encore de beaux jours devant elle !

Dominique Guillet

Militant de l'association Kokopelli

SUITE AUX DERNIÈRES DÉCLARATIONS de la ministre de l'Agriculture, le Grenelle de l'environnement nous apparaît de plus en plus comme une gigantesque mascarade (qui porte les masques ?) ou un pathétique théâtre de marionnettes (qui tire les ficelles ?) qui n'est pas sans nous rappeler un somnifère télévisé qui fut lancé quelques années avant Mai–68 (et les accords de Grenelle) et qui faisait la joie des petits et grands enfants : Nicolas, Pimprenelle et Nounours.

Nounours descend raconter de belles histoires aux enfants et remonte ensuite sur son nuage conduit par le marchand de sable qui lance une poignée de sable doré dans les yeux des enfants pour les endormir et s'éloigne en jouant au pipeau la musique de « Que ne suis-je la fougère » : « Que ne puis-je, par un songe,/Tenir son cœur enchanté !/Que ne puis-je, du mensonge,/Passer à la vérité ! » Qui sont le gros Nounours et le marchand de sable au pipeau ? Dormez, dormez, la petite France d'en-bas. Un peu de Grenelle au sable doré et vous serez bientôt narcosés et dupés.

Si l'on en croit le dernier communiqué de Mme Lagarde, ministre de l'Agriculture, nous sommes loin de passer du mensonge à la vérité ! Alors que l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) vient de déclarer, début mai 2007, que l'agriculture biologique peut nourrir toute la planète sans impact négatif sur l'environnement, madame la Ministre nous ressert la grande farce de l'agriculture raisonnée comme étant l'agriculture écologique du futur.

Non ! Madame Lagarde, l'agriculture raisonnée n'est pas une agriculture durable respectueuse de l'environnement. L'agriculture raisonnée n'est qu'une des variantes de l'agriculture « irraisonnée » et toxique qui sévit depuis soixante ans, qui a été mise en place et soutenue par tous les gouvernements (quelle que soit leur coloration politique) et qui a fait de la France une poubelle agricole génératrice de cancers. La seule agriculture durable est une agriculture sans pesticides, sans intrants de synthèse et sans chimères génétiques et qui met en œuvre des pratiques culturales issues tout autant des traditions paysannes que des recherches de l'agro-écologie.

Non, Madame Lagarde, la croissance agricole et la durabilité ne sont pas conciliables. Les nappes phréatiques sont vides, les sols sont morts, les cours d'eau sont pollués, les pollinisateurs ont été éradiqués, l'atmosphère de la capitale est viciée par les pesticides et l'agriculture toxique est en partie responsable du réchauffement climatique puisqu'elle libère du CO_2.

Nous comprenons fort bien votre souhait de « restaurer le prestige des agriculteurs » car il a, en effet, beaucoup souffert de par les terribles dégâts provoqués par l'agriculture toxique depuis un demi-siècle. Nous comprenons beaucoup moins votre souhait pour l'agriculture d'« achever de se réconcilier avec la société ». Pensez-vous sincèrement qu'elle ait déjà commencé à se réconcilier ? Et qu'a-t-elle donc, d'ailleurs, à se faire pardonner ? L'agriculture biologique représente à peine 2 % de la surface agricole tandis que l'agriculture toxique continue d'imposer ses chimères génétiques (refusées par le peuple français) dont un maïs de Monsanto strictement interdit par les experts de sept pays européens en

raison du danger qu'il représente pour la santé humaine.

Non, Madame Lagarde, vous ne pouvez pas parler de sécurité alimentaire alors que le scandale des pesticides est en train d'éclater au grand jour. L'agriculture toxique produit des aliments-poisons générateurs d'allergies, de cancers et autres maladies de dégénératives.

Nous dénonçons, tout d'abord, le scandale des nécro-carburants, qui vont engendrer une insécurité alimentaire sur toute la planète tout en intensifiant les pollutions environnementales dues à l'agriculture productiviste.

Nous dénonçons la campagne d'intoxication de l'association Farre qui, en partenariat avec le GNIS, et autres entreprises du secteur, vient d'adopter le slogan mensonger « Avec l'agriculture raisonnée, semons la bio-diversité ». L'association Farre, avec moins de mille adhérents dont une partie seulement sont des agriculteurs, doit représenter à peine 0,1 % des agriculteurs français! Elle a été créée en 1993 par l'UIPP, l'Union des industriels de la protection des plantes (en fait, les Promoteurs de Pesticides). L'agriculture raisonnée dissémine des pesticides et non de la biodiversité.

Soit dit en passant, c'est Kokopelli[1] qui sème de la biodiversité en France et c'est pour cela que nous sommes conviés devant les tribunaux de la République!

L'association Farre n'est qu'une farce et façade de l'UIPP dont le directeur Jean-Charles Bocquet, vient de déclarer dans un éditorial récent qu'il ne pouvait pas imaginer un monde sans pesticides. On se l'imagine bien puisque l'UIPP regroupe tous les grands noms de l'agrochimie: Monsanto, Syngenta, Bayer, BASF, DuPont de Nemours, Dow Agrosciences, Cheminova, etc. Selon M. Bocquet, grâce aux pesticides, le XXe siècle a été un siècle sans famines. Vraiment? 36000 personnes qui meurent de faim tous les jours, cela finit par faire des centaines de millions de citoyens planétaires qui trépassent avant l'âge. M. Bocquet faisait sans doute référence à des famines « occidentales ».

« Si nous faisons le bilan de l'agriculture française, nous avons 1,5 % d'agriculture biologique, 0,1 % d'agriculture "raisonnée" et 98 % d'agriculture "irraisonnée" ».

Si nous faisons le bilan de l'agriculture française, nous avons 1,5 % d'agriculture biologique, 0,1 % d'agriculture « raisonnée » et 98 % d'agriculture « irraisonnée ». Et l'agriculture irraisonnée semble bien stable, quant à ses pratiques, puisque les derniers chiffres de ventes de pesticides dont nous disposons (pour l'année 2005) témoignent d'une augmentation d'environ 5 %.

Nous avons donc, d'une part, l'UIPP qui ne peut pas imaginer un monde sans pesticides et, d'autre part, la FAO qui affirme que l'agriculture biologique peut nourrir toute la planète sans détruire l'intégrité des écosystèmes. Qui croire? Les vendeurs de poisons ou les experts agricoles des Nations unies?

Il n'y a qu'une « rupture » écologique possible, c'est la promotion de l'agriculture biologique. Mais la vraie, pas celle que la Commission européenne est en train de nous proposer sous la pression des lobbies avec des cahiers des charges qui seraient plutôt des cahiers de « décharge »: une pincée de pesticides par-ci, un peu de contamination génétique par-là, et une poignée d'intrants issus de cultures transgéniques...

Quant au Grenelle de l'environnement, s'il est à la hauteur des ambitions actuelles du ministère de l'Agriculture, en matière de protection de l'environnement et des citoyens, mieux vaut sans doute rester chez soi et cultiver son jardin. Il ne serait, d'ailleurs, pas étonnant de voir les multinationales de l'agrochimie s'inviter à la table. Ne prétendent-elles pas travailler avec « les sciences de la vie »? On peut déjà s'imaginer de beaux slogans durables : « Pour lutter contre le réchauffement climatique, semez des chimères génétiques ».

Et si nous proposions un contre-forum? Nous pourrions l'appeler « Négrelle de l'environnement » et nous pourrions y inviter tous les opprimés de la mondialisation: les esclaves des plantations de canne à sucre au Brésil qui font de l'éthanol pour les automobiles de France, les esclaves immigrés dans les serres de légumes du sud de l'Espagne, les paysans colombiens pourchassés par les milices qui implantent des palmiers à huile pour le diesel végétal des voitures des nantis, les paysans mexicains pour lesquels le prix de la tortilla a augmenté de 160 % suite au boom de l'éthanol aux États-Unis, les paysans indonésiens torturés auxquels on vole les terres et les forêts pour implanter des monocultures, les paysans argentins chassés de leurs terres par la folie du soja pour engraisser les vaches des Occidentaux, les paysans africains ruinés par le dumping des cultures subventionnées par l'Europe, les paysans paraguayens brûlés par le Paraquat de Syngenta épandu par avion avant le semis direct de soja transgénique, les paysans français atteints de la maladie de Parkinson suite à l'exposition aux pesticides, les paysans indiens qui se suicident par dizaines de milliers ruinés par le coton transgénique de Monsanto, les paysans d'Amérique centrale qui meurent, dans les bananeraies, du Nemagon de Dow Agrosciences et les petits garçons argentins de dix ans qui courent avec des drapeaux rouges sous les avions qui épandent le RoundUp de Monsanto sur les champs de soja transgénique pour que le précieux glyphosphate ne manque pas sa cible...

Tout cela, non pas pour se complaire dans la douleur, mais pour répéter et prouver que l'agriculture moderne occidentale tue et pour affirmer que, demain, tout est possible.

Même un monde sans pesticides.

D. G.

1. L'association Kokopelli a été créée, durant le printemps 1999, pour reprendre le flambeau de Terre de semences qui oeuvrait, depuis 1994, à la protection de la biodiversité et à la production et distribution de semences issues de l'agriculture biologique et biodynamique. http://www.kokopelli.asso.fr/

Le modèle mondialisé de gouvernance par la peur

Jaques Langlois

ON NE DIRA jamais assez que nos prétendues démocraties sont en réalité des régimes politiques faussement représentatifs gouvernés par l'exploitation des angoisses, des sentiments d'insécurité de la population. Rappelons-nous l'arrivée au pouvoir d'Hitler. Avec ses chemises brunes ou noires, il a suscité la terreur chez les Allemands, déjà minés par la crise économique de 1929. Et alors les grenouilles ont demandé un roi pour assurer l'ordre, comme, du reste, Napoléon avait répondu avec l'ordre impérial aux attentes d'un peuple exsangue que la Terreur avait transformé en masse indistincte et apeurée. Mais Hitler a aussi promis au peuple - et réalisé comme Mussolini - le bien-être et le bonheur. Vive Volskswagen et les autostrades, vive le « gagner plus en travaillant plus ». Toutes proportions gardées, c'est ce qu'a joué le mitron (petit Boulanger) Sarkozy : foutre la merde dans les banlieues avec une insupportable présence policière, dénoncer la « racaille », promettre de la kärchériser, exploiter, comme en 2002, les sentiments d'insécurité ; et, maintenant, promettre du travail et des hausses de salaires. Les cinq ans qui viennent vont lui donner les moyens de montrer tout son talent en faveur des riches et du patrimoine et contre les pauvres et les exclus.

Les inventeurs de la pseudo-démocratie représentative se sont toujours méfiés du peuple, multitude ignorante assimilée à la populace. C'est pourquoi ils ont réservé la participation aux scrutins politiques aux seuls hommes dignes de confiance car ils étaient propriétaires et ainsi prompts défenseurs de l'intérêt général. En effet, ils avaient tout à perdre du désordre. Le suffrage commença par être censitaire. Il fallait laisser les « classes dangereuses » en lisière de la démocratie « républicaine ».

Les États-Unis, dès leur indépendance, organisèrent leur régime démocratique en fonction de deux principes : la haine de l'État central qui pouvait limiter la « libre » entreprise et la propriété et exiger des impôts ; la peur du peuple que des démagogues « populistes » pouvaient exciter. Cette conception de la démocratie repose sur la division des intérêts, l'intérêt général n'étant qu'une résultante aléatoire et de court terme de la négociation entre acteurs les véhiculant. Elle est aussi fondée sur une atomisation individualiste du corps social, considéré comme une agglomération d'individus en interaction. La société civile étant ainsi laissée à ses divisions, quand celles-ci ne sont pas favorisées par le pouvoir, elle n'a plus qu'à être contrôlée par la police. Ainsi, la communauté politique globale est censée ne pas exister et la société, qui n'existe pas non plus comme système d'ensemble différent de la somme des individus, n'est pas prise en compte en tant que structure réelle ayant son existence propre et devant normalement être représentée en tant que telle. Ce système oppose les 50 États fédérés à l'État global. Il fait la part belle aux lobbyistes, lesquels, étant organisés et financés, finissent par imposer les lois nécessaires à la défense de leurs seuls intérêts. Comme cela développe la pauvreté, la précarité, le repli dans leur communauté, des plus faibles, il ne reste plus qu'à s'appuyer sur des forces répressives, sur la charité et la religion, sur une justice inéquitable, sur la peur des possédants et l'insécurité angoissée des petites gens.

Dans un fédéralisme purement politique, où l'économique détient tous les droits, où le social est abandonné à la charité des Églises et

des communautés, il n'est pas question de régler les problèmes sociaux, notamment, grâce à un droit général « restitutif » (qui donne des droits sociaux et non répressif). L'interface entre la société civile et le pouvoir économique, c'est le droit. Mais qui établit le droit ? C'est la représentation politique. C'est pourquoi il importe qu'elle soit apparemment démocratique tout en étant réellement confisquée par les classes dirigeantes, qui, du reste, fusionnent allégrement pouvoir politique et pouvoir économique. La prise en charge de la grande société est limitée à une procédure politique d'émission du suffrage, procédure par ailleurs complètement tronquée et vicieuse. Alors, comme le peuple risque de se révolter, il ne reste plus qu'à le disqualifier en le traitant de ramassis et à lui faire peur par la crainte de sanctions juridiques liées à des lois de plus en plus pénalisantes. D'où la magistrale exploitation politique des attentats du 11 septembre 2001 et du terrorisme en brandissant, vieille stratégie, la terreur de l'ennemi extérieur. Mais aussi en s'appuyant sur la peur intérieure des populations marginalisées. Pour bien montrer leur dangerosité, on n'aura qu'à exciper de leur tendance à la criminalité, laquelle est prouvée par un taux d'incarcération (2,3 millions de détenus, 7 millions de personnes sous contrôle judiciaire aux États-Unis, suivant les études de Loïc Wacquant, six fois supérieur à celui de la France). D'où la création politicienne d'un cercle vicieux interne, en plus de la menace extérieure : les pauvres sont dangereux, il faut les enfermer ; ils sont en taule, c'est donc qu'ils sont délinquants ; pour le démontrer il suffit d'augmenter la répression. Belle prophétie autoréalisatrice dont les journaleux ne montrent jamais le vice de raisonnement, le caractère autoréalisateur et circulaire.

Enfin, vieille recette politicarde, il faut resserrer les liens, faire l'union. On divise et on oppose d'abord pour régner, ensuite on proclame la nécessité du rassemblement pour détourner l'attention des problèmes réels, pour légitimer la « neutralité » bienveillante du pouvoir.

La peur est devenue un instrument de la politique depuis longtemps, mais aujourd'hui on retrouve la situation la plus dangereuse qui soit, celle qui favorise l'émergence de pouvoirs totalitaires camouflés en démocratie. La constitution russe et stalinienne de 1938 n'était-elle pas la plus démocratique du monde, comme celle maintenant des États-Unis, si parfaite qu'il faut en faire le don à la planète ?

Comme les États-Unis sont toujours à la pointe des évolutions négatives les plus imitées en univers néolibéral, il suffit d'analyser leur état et leur cheminement pour prévoir ce qui peut se passer en France. Il est clair que, désormais, les politiciens français ont abandonné le pays aux forces du tout-marché et de la finance, comme l'UE. Il est visible, depuis longtemps, que cela renforce les inégalités, accroît la pauvreté, développe la précarité, suscite des sentiments d'insécurité. Lesquels sont facilement exploitables en peurs politiques : peur du plombier polonais, peur de l'immigré, peur de la « racaille » des banlieues, peur de tout. Pour s'en défendre personnellement, s'offrent moult moyens : se réfugier dans sa communauté, croire en Dieu, consulter un psy, se bourrer d'anxiolytiques, réclamer ordre et répression, cultiver son jardin, délaisser le champ politique, abandonner le combat syndical, se replier sur sa famille, etc. Les mêmes qui exploitent la peur, qui divisent pour régner, font ensuite semblant de se plaindre de la dépolitisation du pays.

L'itinéraire et les solutions nord-américaines (dont la tolérance zéro et la théorie de la vitre brisée qui reprend notre vieux proverbe : qui vole un œuf vole un bœuf) inspirent Sarkopen, qui, au nom de la rupture avec la tradition rad'soc personnifiée par Chirac, ne craint pas d'imiter « ce qui marche » à l'étranger. Panurgisme à deux vitesses, car ce monsieur a tendance à prendre ce qui est mauvais et à laisser de côté ce qui est bon dans les modèles extérieurs. Cette description des États-Unis visait évidemment à situer la politique sarkozienne, communiquée sous forme de gros bon sens, de volontarisme, d'empirisme, de disqualification des énarques, de libéralisme, de compassionnel, dans le contexte français actuel. Le lecteur aura compris de lui-même quel est le sens pratique de ce modèle : c'est un fascisme soft en politique, camouflé sous le masque démocratique ; c'est un populisme démagogique, c'est un libéralisme économique généralisé, c'est un droit répressif, une police omniprésente et brutale et une justice implacable. On avait déjà largement avancé dans cette direction. Le plus de Sarkozy sera d'accélérer le mouvement. On a déjà limité les libertés publiques (10 lois sur la sécurité et l'immigration en cinq ans, de 2002 à 2007), durci la répression, mis en cause la laïcité, déboulonné les valeurs universalistes au profit d'une resucée de « travail, famille et patrie », dans un partage des taches aujourd'hui mondialisé : aux multinationales et aux manageurs la plus entière liberté économique (doctrine de l'OMC, du FMI, de l'OCDE, etc.), au pouvoir politique la répression des marginalisés par le triomphe de la finance internationale.

Dans ce modèle, de plus en plus répandu, il y a un triple partage des tâches. À la sphère économique, le monopole des choses sérieuses. Au registre politique, la répression et la paix par la peur pour faciliter le travail de l'économisme néolibéral qui crée l'insécurité, la pauvreté, l'inégalité et l'exclusion. Au plan international, la mondialisation de la finance et le droit commercial du libre-échange, au niveau national, l'adaptation des lois locales au nouvel ordre économique du capitalisme triomphant. À la domination économico-politique, la production, l'échange utilitaire, la rentabilité financière ; aux ONG, aux associations et à la charité, le soutien des laissés-pour-compte, des « exclus du banquet de la vie » (Malthus). Investis de trop dans l'humanitaire, associations et ONG, etc., mettent les narines des exclus sociaux juste au-dessus du niveau de la fosse à purin. Ce faisant, elles confortent le système en déprimant les conditions d'une révolte contre cet ordre injuste. Comme disait Hugo, nous voulons la justice et non le pauvre secouru… Du reste, on le voit maintenant : la charité est devenue un business comme les autres à l'ombre bienveillante des tonfas, des flash ball et des pistolets électriques. J.L.

Jossot : Une seule Déesse, l'Autorité

Je ne mourrai pas gibier

Mon copain Fred, qui n'a jamais la tête enfouie sous le sable, m'a parlé d'un petit bouquin de Guillaume Guéraud (Éditions du Rouergue), dont le titre est assez surprenant : *Je ne mourrai 0 pas gibier*.

Je me précipite donc à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, Paris 11e) pour commander ce petit ouvrage, qui se lit très vite mais qui vous laisse un petit goût amer dans la bouche, une fois refermé.

Dans la France profonde, à Mortagne (mais quel Mortagne ? On va donc supposer que c'est dans les Vosges), cohabitent deux clans, celui de la scierie et celui des vignes. Les deux clans sont dressés l'un contre l'autre depuis la nuit des temps et ne se retrouvent en réalité que sur un seul terrain, celui de la chasse, car à Mortagne tout le monde ou presque pratique la chasse. D'ailleurs, le dicton cher aux citoyens du cru est : « Je suis né chasseur, je ne mourrai pas gibier. » Martial, jeune désabusé, préfère quant à lui aller étudier la mécanique à la ville voisine, tant pour contrer ses aînés que pour voir ailleurs ce qui se passe. Il est donc en pension pendant la semaine et ne revient en famille que pour les week-ends. Un vendredi soir, à la descente du car qui le ramène, Martial est attendu par le simplet du village, gentil neu-neu souriant, qui ne parle pas, si ce n'est pour dire de temps en temps « pauv' vache ».

Ils font donc le trajet ensemble, puis s'instaure cette habitude, et Martial, sans parler avec son accompagnateur, trouve plutôt agréable cette compagnie. Dans le village, pendant ce temps-là, Arnaud, le frère de Martial, va se marier avec Sonia, la coiffeuse, qui en d'autres temps a créé un malentendu entre son futur mari et le meilleur copain de celui-ci, Fredo. Accusés tous les deux dans une sombre histoire de vol, Sonia leur a d'abord servi d'alibi à tous les deux en même temps et elle a bien été obligée de se rétracter au profit de son futur mari, ce qui fait que le copain en a conçu une rancœur puisqu'il a dû assumer seul la prison en raison du larcin commis. Fredo est donc invité au mariage, mais il voudrait bien d'abord se défouler sur Arnaud, ce qui réduirait à néant la réconciliation. Comprenant qu'il faut absolument passer ses nerfs d'une façon ou d'une autre, les deux « amis » vont donc chez Térence, le « neu-neu », pour décompresser, et le prennent pour leur punching-ball. Ne voyant pas Térence à l'arrêt du car le vendredi soir suivant, Martial ne s'en émeut pas mais trouve le chemin plus long que d'habitude. À la suite d'une parole de sa sœur, il comprend qu'il s'est passé quelque chose chez le simplet et décide donc de se rendre chez lui. Quand il entre dans la maison, il entend un léger gémissement venant de la salle de bains et découvre ainsi que Térence a été tabassé très violemment. Alors, avec les gestes d'une mère, il nettoie les ecchymoses, panse les plaies, fait boire son « protégé » et passe la nuit avec lui.

À la fin du week-end suivant, c'est le mariage d'Arnaud et de Sonia, et Martial décide d'inviter son « nouvel ami » : puisque tout le village sera présent, pourquoi le laisser de côté ? Le vendredi soir, à la descente du car, « pauv' vache » n'est pas là et, quand Martial comprend qu'on lui a encore fait sa fête, il se précipite à son secours, mais… trop tard, Térence meurt.

Martial se rend donc malgré tout au mariage de son frère mais commence par trouver Fredo et le décapite à coups de pelle, puis, faisant mine de se préparer, s'installe dans la chambre du premier étage de la maison surplombant ainsi toute la voie et commence à tirer. Il va ainsi tuer non seulement son frère, sa future femme, mais aussi le patron de la scierie et tirera toutes les cartouches en sa possession, visant même son père et sa mère mais en faisant bien attention de ne pas tirer sur eux. Puis il se jettera par la fenêtre.

En phrases courtes, sans longues descriptions, Guillaume Guéraud va à l'essentiel. Il est édité dans la collection « doAdo » de janvier 2006.

Françoise

La CNT...
et pourtant ils existent !

Le syndicalisme, c'est la longue lutte des travailleurs contre les patrons ; c'est aussi une lutte interne qui a entraîné nombre de scissions et affaibli le mouvement ouvrier. Quelles que soient ses faiblesses, n'oublions pas que seules les luttes ont permis les avancées sociales, actuellement remises en question... Le patronat, lui, reste toujours à l'affût des faiblesses de la mobilisation et s'y engouffre ! La période actuelle en est un exemple qui frappe durement les classes populaires.

Sita Jacaré et Alexis Pierre

CE FILM est un cours d'histoire du syndicalisme révolutionnaire, illustré de nombreux documents : extraits d'archives, documents d'époque, chansons de Serge Utgé-Royo et de la guerre d'Espagne, illustrations de Tardi, etc. Ce sont des militants (ou ex-militants) de la CNT qui ont collaboré à cette production. Après le syndicalisme révolutionnaire, incontestable vedette du film, David Rappe, jeune historien anarchiste, y tient un second rôle important, puisqu'il nous explique tout au long du film le déroulement des événements.

À vouloir couvrir plus d'un siècle d'événements sociaux en une heure, le film est un peu trop dense : dates, luttes, création de syndicats, scissions... On a du mal à assimiler le tout, et on peut regretter que Michel Mathurin ne s'en soit pas tenu à une période plus restreinte, plutôt que de balayer aussi large*. Essayons d'en voir le déroulement.

En juin 1791, la bourgeoisie, qui a vite repris le pouvoir après la prise de la Bastille, vote à l'Assemblée nationale la loi Le Chapelier qui supprime les associations ouvrières et interdit la grève. Les conditions de travail sont épouvantables : quinze heures par jour, des salaires si bas que les parents acceptent que leurs enfants de moins de huit ans travaillent aussi. Les conditions d'hygiène sont à l'avenant. Dans ces conditions, les révoltes ouvrières étaient fatales.

En 1831, c'est la révolte des Canuts... En 1841, le travail des mineurs au-dessous de 8 ans est interdit et la journée de travail est limitée à huit heures pour les enfants de 8 à 12 ans. En 1848, on assiste à la première révolution sociale ; la IIe République est proclamée.

En 1864, des ouvriers anglais et français fondent l'Association internationale des travailleurs, où s'affrontent deux courants : celui de Marx, socialiste autoritaire, et celui de Bakounine, socialiste libertaire.

En 1872, c'est la rupture : Marx fait exclure Bakounine et ses amis anarchistes de l'AIT.

Entre temps, la Commune a eu lieu, la répression a dispersé les militants, les syndicats sont éparpillés... En 1886, se crée la Fédération des syndicats et groupes corporatifs de France pour relier les syndicats entre eux. Cette structure est contrôlée par les socialistes. La création des Bourses du travail – originalité du syndicalisme français – est fondamentale. C'est une structure majeure de l'organisation des militants ouvriers ; c'est là qu'ils peuvent se cultiver (des bibliothèques sont ouvertes, des cours sont donnés), trouver du travail (les Bourses servent de centres de placement des travailleurs), des services sociaux (alors inexistants) ; ce sont des centres de résistance qui se veulent l'embryon de la société future ; c'est une réponse concrète et autogestionnaire aux besoins des ouvriers. Car il s'agit, comme le dit Fernand Pelloutier, d'« acquérir la science de son malheur ». Jusqu'en 1908, le vent libertaire soufflera fort ! Émile Pouget préconise (en 1902) la grève générale, le boycott et le sabotage. L'action directe entreprise par les travailleurs, sans intermédiaires, est adoptée par la CGT (qui s'est ralliée aux Bourses du travail), ainsi que l'antimilitarisme et l'antipatriotisme. La CGT avait compris que la lutte contre le capital devait s'accompagner d'une lutte contre la religion et le militarisme.

Nous arrivons en 1905, où trois grands courants se côtoient. Un premier , le syndicalisme révolutionnaire; un second, « réformiste », qui veut des améliorations dans le cadre de cette société ; et enfin un troisième, qui voit le syndicalisme assujetti à un courant politique.

En 1906, au congrès d'Amiens, on frise la rupture entre ces trois tendances; il y a alors un fort développement de la CGT et il apparaît nécessaire à tous de maintenir l'union. La Charte – qui est un compromis – permet aux trois courants de travailler ensemble. C'est l'apogée du syndicalisme français. Le 1er mai de cette année 1906 voit une tentative de grève générale, avec une revendication de la journée de huit heures de travail: c'est un échec. Les Bourses du travail sont fermées à la veille du 1er mai, les leaders syndicaux arrêtés. Ce sera une grande déception pour les travailleurs, et cette lutte perdue donnera un coup d'arrêt au mouvement social: il faudra du temps pour reconstruire la dynamique et la lutte. La Première Guerre mondiale a représenté une rupture extrêmement importante pour le mouvement ouvrier européen et français: il y a une saignée (c'est le cas de le dire!) dans les rangs des ouvriers et une rupture générationnelle qui empêchera le passage de la mémoire aux plus jeunes.

En 1917, il y a un immense espoir créé par la révolution russe. Celle-ci a entraîné un certain nombre de militants vers le Parti communiste. Il faudra pas mal de temps pour que la dictature rouge soit reconnue comme telle; entre-temps, c'est le PC qui représentera le mouvement ouvrier le plus important. En 1921, c'est la création de la CGTU qui regroupe les courants révolutionnaires, y compris les communistes.

Après la Première Guerre mondiale, le syndicalisme est dominé par les idées du Parti communiste, contre les anarcho-syndicalistes. Lors d'un meeting (de la Grange-aux-Belles), les communistes tirent sur les libertaires et assassinent deux militants...

En 1926, la CGT-SR est créée: c'est un groupement de classe, qui mène la lutte sur les terrains économique et social à l'aide de son journal, *le Combat syndicaliste*. 1936 voit la réunification de la CGT et de la CGTU; c'est un prélude aux événements du Front populaire et à la collaboration de la CGT au gouvernement Blum. La CGT-SR est toujours contre l'État et refuse donc de se joindre à la CGT. Elle préfère la révolution à toute amélioration partielle; elle adhère à l'AIT (reconstituée à Berlin en 1922).

Ici, on arrive au 18 juillet 1936, en Espagne. Le PC espagnol, constitué de petits patrons et de petits propriétaires, et aidé par Staline, détruit les collectivités d'Aragon... Certains militants anarchistes sont devenus ministres, comme si on pouvait changer le monde en utilisant les armes de l'ennemi!

En 1940, les organisations syndicales sont dissoutes. En 1945, la CGT compte 5 millions d'adhérents. Les militants anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires, avec Pierre Besnard, provoquent une scission et créent la CNT en 1946. Le choix du sigle est bien sûr un hommage à l'Espagne. La CNT regroupe tous les travailleurs, à l'exception des forces répressives de l'État; elle lutte pour la transformation totale de la société actuelle, la syndicalisation des moyens de production, la suppression du salariat et le remplacement de l'État par un organisme issu du syndicalisme lui-même et géré par l'ensemble de la société. Elle comptera jusqu'à plusieurs dizaines de milliers d'adhérents. En 1947, la création de la CGT-FO fera perdre une partie de ses militants à la CNT. Et maintenant, où en sommes-nous? Mai 1968 ne s'est pas inscrit comme mouvement syndicaliste. En 1970, la CNT française s'effondre et seules quelques personnes ont permis son redémarrage après 1975, avec une volonté plus syndicaliste que politique. Évidemment, la CNT prête à sourire avec sa centaine d'adhérents, mais la droitisation de la CFDT va lui apporter des militants; des sections vont se créer (PTT, banque, santé-social, nettoyage...).

Aujourd'hui, il faut s'inspirer des Bourses du travail, recréer l'autogestion en acte, des espaces d'auto-organisation. Un exemple est donné par la CNT-Travailleurs de la terre en Gironde, qui a mis en place une coopérative autogérée, lieu d'échange et de débats.

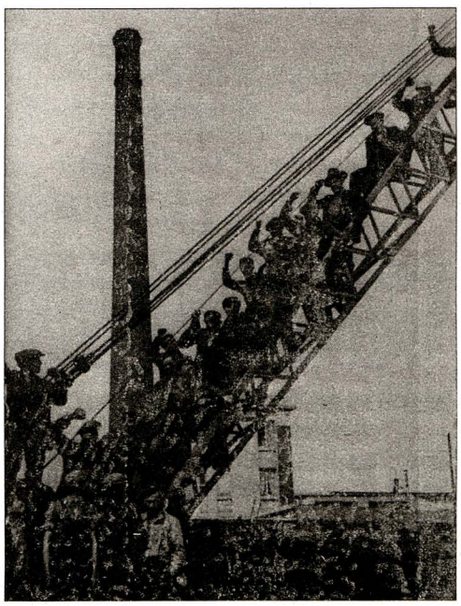
Enfin, on notera que la CGT a mis officiellement un terme à son passé révolutionnaire en supprimant, fin 1995 (pendant le mouvement social!), l'article 2 de ses statuts, qui disait qu'il fallait rompre avec le capitalisme.

S.J. A.P.

---

* L'évocation de la grève des rotativistes parisiens en 1947, de la création de l'Alliance syndicaliste après 1968, de la CNAS dans la fin des années 1970, évoquera des souvenirs mais sans beaucoup d'explications et brouille plus le cours du film qu'autre chose.

***Et pourtant ils existent. Histoire du syndicalisme d'action directe*, un film de Michel Mathurin (production Atelier du soir-Acracia film), 2007, 65', 8 euros. Disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris**



Radio libertaire

Jeudi 21 juin

Chronique hebdo à 10 heures : Analyse libertaire de l'actualité. Autour de l'exposition Clovis Trouille (1889-1975), un peintre libre et iconoclaste, au Musée de Picardie d'Amiens, jusqu'au 26 août 2007. Avec Clovis Prévost, auteur d'une monographie chez Actes Sud et Henry Lambert, petit-fils du peintre, pour l'Association Clovis Trouille.

Spéciale Fête de la musique à 12 heures : La roue : douze heures de musique non-stop, en direct de Campus ! Nous n'approuvons pas une liberté musicale encadrée et limitée, mais nous ne ratons pas une occasion d'offrir aux musiciens le plaisir de jouer librement. Après cinq ans de travail radiophonique et musical en commun, Radio Libertaire plante la tente à Campus, le 21 juin, de midi à minuit : émissions spéciales, musique vivante, prise directe sur « la roue », slam et textes politiques.

Vendredi 22 juin

Place aux fous à 13 heures : Philosophie & musique. Disciplines de l'indiscipline. O. Pascault & V. Schaepelynck reçoivent Alain Brossat pour son livre *De l'autre côté de la terre* (L'insulaire, 2007), journal tenu au jour le jour sur le fil d'un déplacement qui relie Taïwan au Japon, expérience diaristique consciemment située dans notre espace mondial et ses implications politiques.

La grenouille noire à 21 heures : Anarchisme & écologie. L'émission se fera en deux temps : 1°) Le projet d'ECOzac des Batignolles. 2°) La tournée en rosalie solaire, parcours de sensibilisation aux énergies renouvelables (www.projet-rosalie.fr).

Samedi 23 juin

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier à 10 heures : Les bagnes d'enfants. « Il avait dit : j'en ai marre des maisons de correction. Et les gardiens à coups de clés lui avaient brisé les dents. Et puis ils l'avaient laissé étendu sur le ciment… » Tout le monde aura reconnu cet extrait de « La Chasse à l'enfant », un poème effroyable de Jacques Prévert. Avec Paul Dartiguenave.

Chroniques rebelles à 13 h 30 : Débats, dossiers, rencontres… « L'Histoire oubliée » (*Gavroche*, revue d'histoire populaire), avec Jacques Sigot, Pierre-Henri Zaidman, Jean-Luc Debry, Sophie Virlouvet.

Deux sous de scène à 15 h 30 : Magazine de la chanson vivante. Un programme de chanson française concocté par Nicolas Choquet.

Longtemps, je me suis couché de bonne heure à 19 heures : Actualité du cinéma. Retour sur le Festival de Cannes et les films sortis dans les salles. Par Thierry Hervieu et Francis Gavelle, avec la participation de Cécile Giraud et Bernard Payen, critiques de cinéma.

Dimanche 24 juin

Folk à lier à 12 heures : Musiques traditionnelles.

Tempête sur les planches à 14 heures : Actualité du théâtre. Les deux spectacles les plus fous du moment : *Les Égares* dans leur désarroi face au monde, et un hold-up théâtral sur l'art contemporain, à travers un dispositif pour une télévision d'art et essai.

Il y a de la fumée dans le poste à 18 h 30 : Émission du CIRC Paris Ile-de-France. L'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier, avec entres autres le bilan du 18 joint 2007, un point sur les tests routiers avant les départs estivaux…

Lundi 25 juin

Lundi matin à 11 heures : Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Laurent.

Ça urge au bout de la scène à 21 heures : Magazine de la chanson vivante. Programme de chanson française, par les deux Bernard.

De la pente du carmel, la vue est magnifique à 22 h 30 : Humour et humeur noirs… Revue de presse politiquement incorrecte, par la bande des Carmélites Pentus.

Mardi 26 juin

Des oreilles avec des trous (dedans) à 17 heures : Des fusiques molles pour fous les tous. Édition n° 99 : nous vous ferons écouter des fusiques molles ayant rapport avec l'argent. Nous vous accordons que, par les temps qui courent, ce n'est pas chose rare. Mais encore faut-il, comme toujours, dégoter des perles…

Radio libertaria à 20 h 30 : Sévices publics (CNT énergie). L'émission qui vous doit plus que la lumière aura pour sujet : la dérégularisation du prix de l'électricité.

Mercredi 27 juin

Blues en liberté à 10 h 30 : Émission musicale blues. Festivals d'été 2.

Le manège à 14 heures : Littérature & cinéma. Lectures jeunesse : avec Marie Desplechin, à la rencontre des élèves de l'école Plein Air à Pantin, pour trois romans, *« Verte »*, *« Entre l'elfe et la fée »*, *« Le Coup du kiwi »* (aux éditions L'Ecole des loisirs), et Yan Thomas auteur-illustrateur, par Boris Beyssi ; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Femmes libres à 18 h 30 : Femmes qui luttent, femmes qui témoignent Avec Natacha Henri et Linda Wuil-Curiel, pour le livre : *Exciseuse* (entretien avec Hawa Greou).

Ras les murs à 20 h 30 : Actualités des luttes de prisonniers Invités : Alexandre et Jeanne, créateurs de l'ONG Centro Holos en Amazonie, pour les enfants de la rue.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Vendredi 22 juin

Nevers (58)

Solidaire avec les paysans (les Paniers solidaires) organise à 20h30, au Café Charbon, un débat avec Patrice Nicolino, coauteur avec François Veillerette de *Pesticides, révélations sur un scandale français*. Le débat sera suivi d'un buffet campagnard et bio.

Paris 20e

Festival antifasciste Barricata. Concert avec Tulamort, Nevrotic Explosion, Subhumans, Inner Terrestrials, à 18h30, à La Maroquinerie, 23, rue Boyer. 14 euros. Métro Ménilmontant.

Samedi 23 juin

Chambéry

Conférence-débat sur l'antipsychiatrie : *La Mort de l'asile*, avec Jacques Lesage de La Haye, psychologue. À 14h30 à la Maison des associations, 67, rue Saint-François-de-Sales. Entrée libre.

Paris 11e

Forum à la librairie du Monde libertaire avec des participants à l'ouvrage collectif : *Quelle place des anarchistes dans le monde du travail ?* (Éditions du Monde libertaire) à partir de 16h30, au 145, rue Amelot, métro : Oberkampf, Filles-du-Calvaire, République

Paris 20e

À 16 heures la Compagnie la Balancelle présente son nouveau spectacle : *la Répétition manquée* à l'Espace Louise-Michel, 42 ter, rue des Cascades, M° Pyrénées. Entrée libre (réserver au 0662721393) et cela continue tous les soirs à 20h30 jusqu'au 28 juin.

Paris 20e

Suite du Festival antifasciste Barricata (Voir vendredi 22 juin). Projection-débat sur le thème de la prison : *Galères de femmes*, de Jean-Michel Carré à 15 heures, suivi à 18 h 30 d'un concert avec Los Foiros (Los Foiros), Frontkick (Berlin), Brigada Flores Magon (Paris), Banda Bassotti (Rome).

Mercredi 27 juin

Paris 20e

Pour la gratuité d'accès aux transports en commun et pour la liberté de circulation, le Réseau pour l'abolition des transports payants (RATP) organise une action portes ouvertes. Rendez-vous à 17h45 place de la Nation sous le panneau RER côté rue Voltaire.

Col de Romeyere (Vercors)

À l'Elfe Bar à 21 heures, concert avec René Binamé (punk, Belgique) et Les Décibelles (punky trashy girly Vercors). Tables de presse. Soirée en soutien au jeune groupe du Vercors de la FA. ! 5 euros. Contact : fa.vercors@no-log.org

Jeudi 28 juin

Ivry-sur-Seine (94)

Soirées de soutien au Forum Léo-Ferré du 28 au 30 juin. Le 28 : Céline Caussimon, Annick Cisaruk, Bruno Daraquy, Wladimir Anselme. Au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès. Entrée : 15 euros pour une soirée, 28 euros pour deux soirées, 40 euros pour les trois. Métro Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry, ligne 7. Bar et petite restauration disponible sur place. Plus d'informations sur www.forumleoferre.com.

Vendredi 29 juin

Ivry-sur-Seine (94)

Soirée de soutien au Forum Léo-Ferré du 28 au 30 juin. Avec Jean-Pierre Réginal, Alain Léamauff, Chris Lancry, Vincent Absil. Voir jeudi 28 juin.

Samedi 30 juin

Ivry-sur-Seine (94)

Soirée de soutien au Forum Léo-Ferré du 28 au 30 juin. Avec Yannick Le Nagard, Claude Astier, Bernard Joyet, Sarclo. Voir jeudi 28 juin.

Paris 11e

Forum-débat de la Librairie du Monde libertaire avec Michel Valette pour son livre *De Verdun à Cayenne, Robert Porchet (1891-1964)* qui relate l'histoire de ce déserteur à la conscience exemplaire. Avec la participation de l'émission Si vis pacem de Radio Libertaire, 145, rue Amelot.

Jeudi 21 juin 2007

Faites de la musique

Campus et Radio libertaire réunis encore une fois pour soutenir la liberté créatrice, sonore et musicale.

Nous n'approuvons pas une liberté musicale encadrée et limitée, mais nous ne ratons pas une occasion d'offrir aux musiciens le plaisir de jouer librement.

Après 5 ans de travail radiophonique et musical en commun, Radio Libertaire plante la tente à Campus, le 21 juin de midi à minuit : émissions spéciales, musique vivante, prise directe sur « la roue », slams et textes politiques. Avec des invités déjà croisés. Des musiciens : Jean-François Pauvros, Caroline Carl, Soum Bill, Boléro, Toups Bebey & Linda Gonin… des slameurs : Caroline Carl, Ucoc, Malika Berichi, Natacha, Lorent, Philippe G… et des invités surprise

Et pendant ce temps, dans « l'appart » de Campus, les musiciens font « la Roue » : 12 heures d'improvisation sur scène, non-stop de midi à minuit, par tirage au sort. Venez avec votre instrument, inscrivez-vous, et montez sur scène. Retransmission en direct tout au long de la journée sur Radio Libertaire.

Alors, le 21 juin, nous ferons aussi 12 heures d'improvisation musicale et radiophonique en direct. Venez nombreux, la porte des studios vous est ouverte.

Le lycée autogéré de Paris
fête ses

25 ans

jeudi 21 juin 2007
vendredi 22 juin 2007
samedi 23 juin 2007
dimanche 24 juin 2007

1982 - 2007
25 ans
L.A.P

Lycée autogéré de Paris
393, rue de Vaugirard- 75015 Paris
Métro : Convention ou porte de Versailles
Tel : 01-42-50-39-46 ou 01-42-50-39-47

Jeudi 21 juin 2007

18H30 : DÉBUT DE LA FÊTE DE LA MUSIQUE

Vendredi 22 juin 2007

16H : CONFÉRENCE DE PRESSE
19H : REPAS
20H30 : LE PROJET THÉATRE DU LYCÉE PRÉSENTE

L'OPERA DE QUAT'SOUS

de Bertold Brecht
PROJECTIONS

Dimanche 24 juin 2007

10H : ACCUEIL- PLÉNIÈRE. PRÉSENTATION
11H-13H : ATELIERS
13H-14H30 : REPAS
14H30-16H30 : PLÉNIÈRE
17H-19H : SCÈNE OUVERTE / ATELIERS
19H-20H30 : REPAS
20H30-22H : PROJECTIONS

Samedi 23 juin 2007

10 H : INAUGURATION OFFICIELLE DES 25 ANS
11-13 H : ATELIERS
13H-14H30 : REPAS
14H30-16H30 : ATELIERS
17H-19H : SCÈNE OUVERTE/ATELIERS PRATIQUES
19H-20H30 : REPAS
20H30 : "LA BOUM DES 25 ANS"

LES ATELIERS

Educateur-élève
coanimé avec des anciens lapiens

Le rôle de l'école dans la réussite
coanimé avec des anciens lapiens

La place de l'autogestion dans la société
coanimé avec un parent d'élève

Les pédagogies pirates
animé par pédagogie nomade

L'évaluation
coanimé par le collectif anti hiérarchie

LAP